

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

SAMEDI 20
DIMANCHE 21
MARS
1976

N° 140
1,50 F

Belgique : 15 F
Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

LES CRISES EUROPÉENNES

Les désordres monétaires persistants tiennent toujours le devant de la scène, et de nombreux réajustements se préparent sans doute pour le week-end. Mais au delà de ce qu'ils révèlent des véritables rapports de force entre l'économie allemande et les autres économies capitalistes européennes, ces désordres monétaires démontrent aussi l'ampleur des crises qui sévissent dans les différents pays européens. Les crises monétaires précédentes avaient rarement eu autant d'incidences qu'aujourd'hui sur les situations politiques des différents pays : c'est bien la démonstration que la crise monétaire aujourd'hui frappe des corps particulièrement malades.

o En Angleterre, Wilson désavoué par une minorité de son parti pour sa politique d'austérité, a choisi de démissionner et de céder la place.

o En Italie, pour définir la riposte à la crise, les responsables de la « Démocratie Chrétienne », pilier jusqu'à hier de tous les gouvernements d'après guerre, sont à bout de souffle pour gouverner. Ils ont pour la première fois noué ouvertement le dialogue avec le parti révisionniste italien pour lui faire cautionner sa politique anti-ouvrière : ce dernier a d'ailleurs accepté l'invitation.

o En Espagne, les successeurs de Franco, en proie à des contradictions internes aiguës, doivent faire face à des mouvements de masse sans précédent. La tentative dite de « libéralisation » qui se réduit pratiquement à élargir l'assise du régime à d'autres partis, tout en continuant à priver des droits les plus élémentaires les peuples d'Espagne, se heurte à des grèves ouvrières sans précédent dans l'Espagne fasciste.

o En France, le gouvernement Chirac apparaît particulièrement usé après

moins de 2 ans d'exercice du pouvoir. Des commentaires même de la bourgeoisie, les discours lénifiants sur la « réforme », le « changement » apparaissent dérisoires face à la montée des aspirations des travailleurs. L'échec du gouvernement aux cantonales, la crédibilité limitée de l'union de la « gauche » et de ses propositions, fixent les limites même de la bourgeoisie pour colmater ses brèches.

En même temps que s'aiguisent ces crises européennes, les 2 superpuissances, USA et URSS, s'agitent et tentent d'infléchir l'évolution des crises dans un sens favorable à leurs intérêts. Les pressions de l'une et de l'autre se font plus agressives : c'est Haig et Kissinger qui s'ingèrent directement dans les affaires intérieures de notre pays ; c'est le ministre de la guerre soviétique qui annonce un renforcement de son potentiel militaire, en même temps que les pressions sur le P.C.F se multiplient pour qu'il soit un auxiliaire zélé de la politique soviétique.

Ces menaces, ces mesures d'ingérence dans les affaires de notre pays, témoins de l'aiguïsement de la rivalité des deux superpuissances, révèlent leur peur commune devant le mûrissement de la crise dans un pays comme le nôtre, et devant l'issue que veulent lui donner les travailleurs. Les crises européennes démontrent une nouvelle fois, avec ampleur, la faiblesse et la décadence de ces pays capitalistes incapables de maîtriser l'économie, incapables de solutionner leur crise, incapable de préserver leur pouvoir. Elles constituent un ferment pour que les travailleurs développent l'action révolutionnaire contre leur bourgeoisie. Les conditions sont favorables pour une telle action, et constituent la meilleure riposte aux menaces et aux ingérences d'où qu'elles viennent.

Luttes ouvrières

● BOURGOGNE ÉLECTRONIQUE : LES TRAVAILLEURS RENFORCENT L'OCCUPATION ● ÇA BOUGE DANS LA CHIMIE



Paris

TOUS AU RASSEMBLEMENT COMMUNISTE

dimanche 14 H Mutualité

à l'appel du PCR (ml)



Monnaie : vers la réévaluation du mark

Les week-ends sont propices aux grandes décisions monétaires. Dimanche dernier, juste après le 2ème tour des élections cantonales, Fourcade annonçait la sortie du Franc hors du serpent monétaire. Depuis, la tension persiste sur le marché des changes, apportant ainsi la preuve que rien n'est véritablement réglé. Aurons-nous droit ce week-end à une nouvelle décision spectaculaire ?

Avec la sortie du Franc hors du serpent, la crise monétaire est entrée dans une nouvelle phase : celle de la confrontation directe en vue d'un réajustement d'ensemble des rapports monétaires. Suite page 3

- Les marchands de soupe dans les cantines ouvrières -p. 2-
- Vers la réévaluation du Mark ? -p.3-
- SNAV (Vénisieux) : échec aux briseurs de grève -p. 4-
- Luttes ouvrières -p. 5-
- Table ronde avec des étudiants -p. 6-
- Italie, le PCI au secours de la démocratie chrétienne -p. 7-
- Luttes de masse en Palestine occupée -p. 8-
- L'actualité en images -p. 9-
- Notre feuilleton Etoile Rouge sur la Chine -p. 11-

ENQUÊTE

CE QU'ON FAIT MANGER AUX FRANÇAIS

(17) LES CANTINES D'ENTREPRISES

De la «gestion ouvrière» à Borel

Interview d'un cuisinier, ancien employé du Comité Central d'Entreprise SNECMA, syndicaliste révolutionnaire

Nous publions aujourd'hui l'interview d'un travailleur, qui, de par son métier a assisté de près à la dégradation du service dans un restaurant d'une grande usine métallurgique de la région parisienne. Tant au niveau de la dénonciation de la gestion capitaliste des révisionnistes du P«C»F, que par la volonté qui s'en dégage de servir le peuple, le témoignage de ce cuisinier nous paraît intéressant. Cette dégradation les ouvriers d'Unimel Besançon, de CIT Alcatel (Marcq en Barœil) la constatent, la dénoncent, la combattent.

QdP : Peux-tu nous expliquer comment sont nées les cantines d'entreprise ?

A la libération, la gestion des restaurants d'entreprise a été confiée aux syndicats, et la plupart des frais étaient à la charge des patrons. C'était dans la logique de collaboration de classe du programme du Conseil National de la Résistance. C'était illogique : la cantine est un service technique de l'usine. La justification des révisionnistes aujourd'hui, c'est «Si nous ne l'avions pas fait, personne ne l'aurait fait !». Comme si le patron pouvait ne pas nourrir les ouvriers !

En 1947, quand le PCF a quitté le gouvernement, les patrons ont remis des charges aux frais des Comités d'Entreprise : ça a augmenté le prix de revient des repas, et cela s'est répercuté sur le prix payé par les ouvriers. Ils payaient déjà les matières premières, les ingrédients et les frais de personnel, maintenant ils vont payer en plus le gaz, l'électricité, etc...

QdP : Comment les gestionnaires du P«C»F ont-ils fait face à cette situation ?

Ils ont eu à faire face à une hausse des prix continue, qu'ils étaient obligés de répercuter sur le prix de l'assiette. Jusqu'au moment où ils

se sont trouvés acculés : ils étaient obligés, soit d'être en déficit, soit d'augmenter le prix de l'assiette de façon insupportable, et ils ne voulaient pas en prendre la responsabilité devant les travailleurs. Et plutôt que d'obliger les patrons à payer, ils ont cédé les cantines d'entreprises aux marchands de soupe : Borel, SGHR, Orly-Restaurant, Cadipa... Cela se développe rapidement : en 1974,

Quand Borel, par exemple, prend un contrat, pendant le mois d'essai, il vent à perte : il fait des repas de bonne qualité sans augmenter le prix. Quand il a le contrat en mains, ça se dégrade. Le prix reste généralement le même, mais la qualité et la quantité baissent.

Par exemple, à la SNECMA Corbeil, quand la cantine était gérée par le CE, les parts

riches en calories et plus petites.

Un groupe comme Borel fonctionne en cercle très fermé ; il a son propre groupe d'achat ; le chef de cuisine n'a plus aucune responsabilité dans les achats, plus aucune autonomie dans son travail. Pour Cadipa ou Borel, quand il y a 100 personnes à servir, il n'y en a pas pour 101. Les cuisiniers ne peuvent faire la moindre erreur,



les marchands de soupe servaient déjà 800.000 repas par jour dans les cantines d'entreprise ; c'est certainement bien plus maintenant.

QUAND BOREL TIENT LES CORDONS DE LA BOURSE

QdP : Comment cela se traduit-il pour les travailleurs ?

de Bourguignon étaient de 150 à 180 grammes. Avec Borel, elles sont de 120 à 130 grammes.

Il se passe le même phénomène à la préfecture de Nanterre, où la cantine est gérée par Orly-Restaurant : les hors d'œuvres sont des carottes-céleri, mais jamais d'œufs en gelée ni de coquilles de poisson... Les pâtisseries sont moins

et c'est eux qui payent la casse. Comme on ne peut pas donner de «supplément» à ceux qui ont encore faim, il y a de l'animosité entre les ouvriers et les cuisiniers.

QdP : Comment Borel gère-t-il les cantines ?

Dès qu'il reprend une cantine, il réduit les effectifs, comme à Astra, à Jaeger... Ou alors cela se passe par le non-remplacement des départs en retraite. Les cadres sont parfois mieux payés que par le CE, mais le reste du personnel est moins payé ; les serveuses sont payées au SMIC. Les syndicats ne sont pas reconnus, et il n'y a toujours pas de convention collective.

QdP : Et du point de vue de la qualité de ce qui est servi aux travailleurs ?

Quand je faisais du bourguignon pour 50 personnes, j'y mettais 8 bouteilles de vin, et les épices qu'il fallait, des pommes vapeur ou du riz de manière à ce que l'ouvrier n'ait plus faim, et je calcule mon prix de revient pour cela. Borel commence par calculer sa marge bénéficiaire. Il ne mettra que 2 ou 3 bouteilles de vin, deux pommes de terre. Et il fera payer le même prix. Pourtant, Borel a les moyens de s'approvisionner moins cher que les Comités d'Entreprise, grâce à son groupement d'achat ; ce qui fait d'ailleurs que les CE ne sont pas compétitifs et préfèrent passer la main.

LES REVISIONNISTES : DES PATRONS DE COMBAT

QdP : Les comités d'entreprise géraient-ils honnêtement les cantines ?

Dans certaines entreprises, le chef d'achats touche des dessous de table. C'est ainsi qu'on a acheté plusieurs tonnes de viande de mauvaise qualité aux abattoirs de l'Est. Il l'achète à un prix inférieur, mais elle est trop dure, alors il la fait travailler par les cuisiniers pour qu'elle soit mangeable. Pour la charcuterie, les primeurs, il est arrivé qu'on ait de la marchandise qui avait été refusée par l'armée.

Il y a des fournisseurs attirés qui donnent des dessous de table aux membres du CE. Si le chef de cuisine veut changer de fournisseur, on fait pression sur lui.

Dans le personnel d'une cantine d'entreprise gérée par des révisionnistes, il y avait 2 algériens. Ils sont rentrés chez eux pour prendre des vacances, puis, comme on leur avait interdit de cumuler leurs congés, ils se sont mis en arrêt maladie pour pouvoir rester encore un peu au pays. A leur retour, ils ont été licenciés sur le champ par les gens du PCF. Au Comité d'Entreprise de la RATP, géré également par les révisionnistes, il y a eu un licenciement collectif de tout le personnel du restaurant.

Dans ma cuisine, il y avait une fois 14 fuites de gaz : les révisionnistes nous ont fait travailler quand même. Et ils refusaient de payer les heures supplémentaires.

Ainsi, ils se comportent comme des gestionnaires capitalistes, jusqu'à ce qu'ils soient coincés du point de vue de la rentabilité, et alors ils passent la main aux marchands de soupe.

DE 1956 A 1976 MANGE-T'ON MIEUX DANS L'USINE

QdP : Penses-tu que l'alimentation des ouvriers de l'usine s'est améliorée pendant les vingt dernières années ?

Non, je ne crois pas. En 1956, les ouvriers étaient servis à table, ils avaient le temps de manger. Maintenant, on généralise le système

UNIMEL : QUAND ON MANGE AU LANCE-PIERRE

(témoignage d'ouvriers d'Unimel-Besançon).

Ceux qui font la journée continue ont une demi-heure pour manger le midi, mais une demi-heure c'est court ; beaucoup voudraient trois quarts d'heure ; ce serait sûrement meilleur pour la digestion. Le patron nous ferait sortir un quart d'heure plus tard, ce qui n'enchante personne. Le restaurant était bruyant et il faisait chaud ; cette semaine les travailleurs ont râlé contre ça, et le lendemain on l'avait insonorisé et on avait branché l'air conditionné.

Je travaille tous les jours dans l'équipe de l'après-midi de 14 h à 22 h ; les premiers temps je mangeais à la pose de 20 h, mais c'était tous les jours des sandwiches, on en a vite assez. Ensuite j'ai préféré manger après le boulot, mais à 23 h on n'a plus très faim, ce qu'on mange nous reste sur l'estomac et on se réveille avec la bouche pâteuse. De toute façon l'estomac en prend un coup.

me du self-service, pour faire des économies de personnel. Alors il faut faire la queue, on mange froid et en une demi-heure. Comme on n'a plus de temps, on ne peut prendre un menu varié, par exemple du poisson. On prend un steak-frites ou des pâtes, et deux pâtisseries qu'on mangera en repartant vers l'atelier.

Tout cela donne un menu déséquilibré. La valeur nutritive du repas a également baissé, et il y a des produits chimiques. Autrefois, le poulet était un luxe, mais c'était bon. Maintenant, quand on tire sur la tête et les pattes, ça vient. La viande congelée, importée d'Argentine, perd du calcium et du phosphore. C'est vrai que dans les magasins on peut trouver des légumes frais toute l'année, mais dans les cantines d'entreprise, ça ne se ressent pas.

LUTTE POUR LA QUALITÉ À LA CANTINE DE CIT-ALCATEL (Marcq-en-Barœil)

Alcatel (Marcq-en-Barœil) 1200 ouvriers, un traiteur, Debosque, fournit la cantine.

On mange mal : des pommes de terre (frites ou autres) avec tous les plats ; dans la salade et même dans les frites, de la terre, des cailloux. Tu ramènes une tranche de jambon chez toi, le soir quand tu la sors de ton sac, elle est toute verte ! Depuis combien de temps Debosque le gardait-il dans son réfrigérateur ? Le mécontentement est grand dans l'usine, non seulement on n'a pas droit après avoir bossé dur pendant 5 h ou plus à une nourriture «qui remonte», mais encore on se fait intoxiquer ! C'est d'autant plus grave que l'habitude pour beaucoup de filles qui viennent des mines est de déjeuner le soir d'un bol de café avec des tartines.

Quand, en février, les prix augmentent de 11,2 % cela fait déborder le vase. Les syndicats lancent le mouvement : «opération gammelle», grève de cantine pendant 2 jours, jeudi et vendredi. Le mouvement est bien suivi, que le lundi les syndicats appellent à continuer la grève ? Mais, pour la plupart des délégués, appeler les ouvrières à faire grève, à venir à des assemblées générales, et puis essa-

yer d'organiser la grève, d'être présents aux AG, c'est autre chose...

Manger froid, même si les filles de l'usine se contentent de sandwiches, c'est difficile. Alors, avec les cadres, les techniciens, on voit des délégués qui retournent manger à la cantine...

Les filles, on les dit peu combattives (une boîte de femmes, vous pensez...) On leur apprend à tout attendre des délégués, et puis, conséquence, elle ne savent plus comment faire. Les délégués ne proposent rien, on en voit qui vont manger à la cantine. Après 15 jours, petit à petit, le mouvement tombe à l'eau. Que faire maintenant ? Beaucoup continuent d'apporter des sandwiches : «ce n'est pas sain d'en manger tous les jours, mais au moins on sait ce qu'on achète...» La seule chose qu'on continue à aller prendre chez Debosque, c'est le café : il nous fait payer la mini-tasse 80 centimes. S'il lui faut un kilo pour faire 100 tasses, (le prix du kilo de café est pour lui de 80 F) on peut dire que n'importe quelle ménagère sait mieux se débrouiller que lui !

correspondant CIT-ALCATEL

PAS DE CANTINE POUR CEUX-LÀ !

A l'usine EDF de la Porte d'Ivry, qui brûle les ordures ménagères, il y a une belle cantine, bien claire, bien propre, où l'on sert des repas de qualité. Mais qui sont donc ces ouvriers qui mangent à la gamelle dans un coin sombre de la cantine ? Ce sont les intérimaires qui n'ont pas le droit à la cantine. Or, il y a plus d'intérimaires que d'employés de l'EDF dans cette usine.

Midi, Porte des Lilas, dans une charcuterie près d'un chantier : des ouvriers viennent acheter des parts de frites. 12 F le kilo, 3 60 F la part, soit 1000 % environ de bénéfices : le malheur des uns fait le bonheur des autres.

ECONOMIE

APRÈS LE FLOTTEMENT DU FRANC, LA RÉÉVALUATION DU MARK ?

Suite de la une

Aucune des incertitudes qui pèsent sur la situation économique des pays capitalistes n'a pas été levée. La perspective d'un *coup d'arrêt de la timide reprise économique*, en raison des perturbations monétaires, est de plus en plus souvent évoquée dans les milieux d'affaires. En effet, l'instabilité monétaire suscite toujours chez les industriels la crainte de subir des pertes par suite de modification des changes au moment du paiement des commandes. Par ailleurs, la poursuite et l'accélération de l'inflation sont plus que jamais à l'ordre du jour dans la plupart des pays capitalistes : Italie, Grande Bretagne et France notamment. Enfin, les effets des fluctuations des monnaies sur l'évolution du commerce extérieur sont largement imprévisibles. Tout d'abord parce que l'augmentation des exportations peut être plus que compen-

sé par le renchérissement des importations. Mais aussi parce que la situation évolue de plus en plus vers une guerre des monnaies : chaque pays en situation de faiblesse s'efforce alors d'améliorer sa compétitivité commerciale en manipulant sa monnaie. Risque d'une nouvelle récession, inflation, faiblesse du commerce extérieur restent la toile de fond de la bataille monétaire en cours.

COMMENT RÉTABLIR DE NOUVEAUX ÉQUILIBRES ?

Pour l'Allemagne, la tactique est double. D'un côté la RFA cherche à consolider sa position dans l'Europe et à laisser à ses partenaires la charge du redressement de la

dernier, de maintenir la France dans le serpent, la RFA est maintenant confrontée au choix suivant : réévaluer le Deutsch Mark pour donner un coup d'arrêt à la spéculation ou accepter la disparition complète du serpent monétaire.

La RFA ayant intérêt au maintien d'un minimum d'ordre dans le domaine monétaire risque d'être contrainte de décider, lors des rencontres de ce week-end de réévaluer sa monnaie. Une telle mesure conduirait sans doute à un apaisement des tensions actuelles. Mais, ne s'attaquant qu'aux conséquences monétaires de la crise actuelle sans en atteindre les racines, la dévaluation du DM ne saurait constituer une solution durable.

contrôler les conséquences des remous monétaires. Hier, Fourcade a annoncé une «libération des prix industriels», c'est-à-dire le relâchement du contrôle des prix sur les produits industriels. A coup sûr cette mesure accentuera la relance de l'inflation déjà amorcée par la dévaluation de fait du Franc. Alors quel est l'intérêt de cette mesure ? Il s'agit de donner satisfaction au patronat et de favoriser ainsi la reprise économique en permettant de redresser la situation financière des entreprises. En somme un coup de pouce dans le sens de la reprise et en contre partie un peu plus d'inflation. Si la bourgeoisie parvenait dans le même temps à contenir les revendications salariales, ce serait les travailleurs qui feraient les

TAXATION DES PLUS VALUES :

Une réforme insignifiante

Le projet de taxation des plus values, tel qu'il était initialement prévu touchait aux intérêts de la haute bourgeoisie financière et à ceux d'une partie de la moyenne bourgeoisie qui sans en tirer l'essentiel de ses profits, arrondit sa fortune en spéculant sur la pierre, sur la

terre et possède un portefeuille d'actions. Les résistances de ces couches qui constituent la base sociale du pouvoir actuel ont été suffisamment fortes pour obliger un gouvernement politiquement faible à renoncer à l'essentiel de sa réforme.

On allait voir ce qu'on allait voir, Giscard nous étonnerait par l'audace de ses réformes. C'était il y a presque deux ans. En effet on a vu ! Un Conseil restreint examinait hier un des monuments que le réformisme giscardien devait léguer à la postérité, une réforme qui devait être le gage de la volonté réformatrice du président : la taxation des plus values.

A l'origine, le projet prévoyait de taxer les bénéfices réalisés sur toutes les transactions de valeurs boursières, d'œuvres d'art, de biens immobiliers et sur les spéculations diverses. Bien que présenté comme une réforme destinée à établir la justice fiscale, ce projet ne lésait pas le capital dans son ensemble, il visait en fait, à décourager l'investissement spéculatif et à canaliser les capitaux vers des investissements productifs, afin essentiellement de financer le redéploiement de l'économie française. De ce projet initial, il reste aujourd'hui bien peu de choses. Révélateur est le soupir de soulagement du journal «Les Echos», quotidien des hommes d'affaires : «Plus de peur que de mal».

Une série d'amendements est venue atténuer la rigueur toute relative du

projet originel. La taxation ne sera calculée que sur la plus value diminuée du taux d'inflation entre l'achat et la vente. Les moins-values pourront être déduites. Ne seront taxées que les plus-values réalisées, c'est à dire les bénéfices réalisés à l'occasion d'une revente et non pas le gain en valeur d'un bien tant qu'il est conservé. La taxation sera inversement proportionnelle à la durée de possession des biens vendus. Par ailleurs, il semble que seront exonérés de la taxation les terrains agricoles, comme le sont les résidences dites principales.

Chirac pour rassurer les capitalistes inquiets a déclaré dernièrement que ne seraient taxées que les «plus values régulières», c'est à dire les spéculations systématiques de ceux qui construisent leur fortune sur ces pratiques, les plus values occasionnelles seront exemptées. Mais comment distinguer l'occasionnel du régulier. Le gouvernement n'a pas encore fourni d'indications sur ce point comme sur de nombreux autres. Il apparaît une nouvelle fois qu'un gouvernement bourgeois en France est incapable de s'attaquer même modérément aux pratiques des boursicoteurs et autres spéculateurs.

S.L.

en bref...

LIBÉRATION REFUSÉE POUR ROLAND AGRET

La direction des affaires criminelles vient de faire connaître sa décision de refuser la mise en liberté de Roland Agret. Motif : «il n'y a pas encore assez d'éléments qui permettent de revenir sur les conclusions du procès qui l'a condamné...» Roland Agret, condamné pour un double meurtre dont il a toujours soutenu qu'il était innocent, a entamé depuis le début de la semaine sa cinquième grève de la faim, pour obtenir sa libération et la révision de son procès.



La bourse de Paris

situation. Mais par ailleurs elle n'a pas intérêt à ce qu'une grave crise économique ne s'installe en Europe, car alors les exportations allemandes, qui constituent un puissant soutien de l'activité économique d'outre-Rhin, s'effondreraient. Au-delà d'un certain point l'Allemagne n'a donc pas intérêt à un affaiblissement trop marqué de ses partenaires. Après avoir tenté en vain, dimanche

VERS UN NOUVEAU PLAN D'AUSTERITÉ EN FRANCE ?

La bourgeoisie française s'est donnée un peu de répit en sortant le Franc du serpent monétaire. La baisse du Franc s'opère peu à peu sous l'œil vigilant de la Banque de France. Giscard et Fourcade ont donc les coudees plus franches sur le plan monétaire et s'efforcent de

frais de cette nouvelle secousse du système capitaliste.

Pour les travailleurs l'alternative est donc bien, plus que jamais : faut-il contenir les revendications dans les limites acceptables par l'économie capitaliste malade ou bien passer résolument à l'offensive contre ce système dépassé.

M. FLORAC

INFORMATIONS GÉNÉRALES

A propos du projet de loi sur l'adoption

Le dernier Conseil des Ministres a adopté un projet de loi en vue de favoriser l'adoption. Le texte qui sera rédigé supprimerait une injustice du code Napoléon : l'adoption sera désormais possible pour les familles ayant déjà des enfants (auparavant cela était possible pour sauvegarder l'héritage des enfants légitimes). Ce sont les tribunaux qui décideront s'il y a abandon par les parents naturels en constatant que pendant une année il y a eu «absence de relations indispensables au maintien des liens affectifs entre l'enfant et les parents».

Bien entendu, cette absence ne sera déclarée qu'après «appréciation

souveraine» des magistrats». Cette réforme du gouvernement Giscard en donnant satisfaction à une partie de son électorat ne coûtera pas cher ! La pauvreté des familles ouvrières et les pressions de l'idéologie bourgeoise sur les mères célibataires sont à l'origine des enfants abandonnés. Ce sont l'hypocrisie de la bourgeoisie et toutes les histoires colportées sur les «mères dénaturées» et les «enfants abandonnés par des parents indignes» qui doivent être démasquées. La solution ne peut être dans une réformette permettant à un plus grand nombre de familles de recueillir des enfants dont les parents ne peuvent assurer l'éducation.

QUELQUES CHIFFRES

700.000 enfants sont définitivement ou temporairement recueillis par l'Aide Sociale à l'Enfance. 40.000 enfants seraient «adoptables» aux termes de la loi 7000 demandes d'adoption ont été officiellement déposées. En 1973, il y a eu 1483 adoptions légales.

Des conditions de vie décentes, du travail pour tous, un logement convenable pour toutes les familles, voilà ce qui permet

à des parents d'élever les enfants, ce n'est pas la société capitaliste qui peut l'assurer.

Histoire d'un abandon d'enfant

Récemment, une bonne bourgeoise a conduit, pour accoucher dans une maternité de la région parisienne, sa domestique qu'elle exploitait en lui imposant 12 heures de travail par jour.

L'état de la jeune femme ne lui permettant pas de s'occuper des formalités d'inscription, «la dame» expliqua que «la malheureuse avait décidé d'abandonner l'enfant». Trois jours après l'accouchement, la jeune femme s'étonna auprès d'une aide soignante de ne pas avoir vu son bébé depuis sa naissance. Celle-ci comprit alors qu'il ne s'agissait pas d'un abandon. On se mobilisa à la maternité. Les infirmières sont allées chercher le bébé, l'ont rendu à sa mère qui fut alors conduite dans une chambre «de luxe». Du coup l'assistante sociale et le médecin chef acceptèrent la situation de fait par crainte du scandale. La jeune femme travaille à l'hôpital et son bébé est à la crèche.

• «DES CRÈCHES, PAS DE GARDERIES»

c'est ce que criaient jeudi 500 femmes devant le ministère de la Santé, puis de l'Intérieur, délégations des crèches de toute la France, mobilisées à l'occasion de leur journée nationale d'action, sur les salaires, augmentations pour toutes les catégories et surtout contre la circulaire Veil qui veut imposer aux parents le paiement en début de mois de la totalité des journées de crèches (y compris celles où l'enfant sera absent).

«Des crèches, pas de garderies», cette revendication juste peut faire l'unité entre travailleurs des crèches et parents contre les restrictions budgétaires imposées dans les crèches par la bourgeoisie en crise.

LUTTES OUVRIERES

LES TRAVAILLEURS DE LA CHIMIE SE MOBILISENT...

CHEZ MICHELIN

• Pour soutenir les camarades d'Espagne,

Une série de meetings de solidarité avec les travailleurs des usines d'Espagne et du Pays Basque du groupe Michelin (Valadolid, Aranda, la Sart...) est programmée par la Fédération Unifiée de la Chimie (CFDT), avec des ouvriers des usines en lutte :

- lundi 22 mars, à Cholet
- mardi 23 mars, à Vannes
- mercredi 24 mars, à la Roche sur Yon.

Jeudi 18 mars, une journée de soutien a également eu lieu. A Clermont-Ferrand, elle s'est traduite par un mouvement de 4 H de débrayages sur plusieurs secteurs, assez bien suivi, malgré le peu d'empressement de la CGT qui avait fait un effort nettement inférieur à ses mobi-

lisations habituelles. Un meeting de 500 personnes s'est également déroulé. Des débrayages ont eu lieu dans certaines «petites usines» du groupe, notamment à Cholet...

• Pour les salaires,

Tandis que les mouvements tournants se poursuivent à l'usine de Vanne, les travailleurs de Michelin-Bianzy (Montceau) sont dans l'action, depuis le 9 mars. La lutte est partie de postes de nuits de l'atelier OCX. Les débrayages se sont poursuivis dans tous les ateliers ; largement suivis : 90 % en moyenne, mardi... Des assemblées générales ont permis de réaffirmer les revendications prioritaires :

- 1,50 F de l'heure d'augmentation,
- 2 000 F minimum,
- 40 H sans diminution de salaire,
- 13^e mois,
- révision des classifications.

Ce sont donc les mêmes revendications que les usines d'Espagne et de Vanne...

A l'usine de Bianzy-Montceau, le 16 mars, l'action a été relancée dans l'optique d'une journée d'action (qui avait lieu dans tout le trust). Une assemblée générale s'est tenue, sur les postes du soir et de nuit. Après l'intervention des responsables syndicaux CGT et CFDT, plusieurs centaines de travailleurs et travailleuses ont manifesté leur volonté de voir aboutir les revendications.

Malgré cela, la direction, comme à son habitude, a répondu par des faux-fuyants : depuis, l'ensemble des travailleurs ont décidé de poursuivre l'action jusqu'à sa satisfaction !

Correspondant Michelin

SAINT-GOBAIN INDUSTRIE (Chalon/s/Saône) CONTRE LES COMPRESSIONS DE PERSONNEL

Suite aux débrayages répétés du début du mois et devant l'intransigeance de la direction Saint-Gobain-Pont à Mousson, le personnel a décidé la grève illimitée avec occupation. Le mouvement s'est déclenché pour protester contre une compression du personnel. En outre il porte sur l'octroi d'une augmentation de 0,50 F pour tous et par heure et sur les conditions de travail. Le problème de la popularisation et de la solidarité de la lutte avec les autres usines Saint-Gobain de Chalon (Saint-Gobain Emballage...) et les autres travailleurs de la ville se pose de manière aiguë.

Corres. Chalon s/Saône

Kléber-Colombes : grève de 24 H, et après ?



Jeudi, à Paris, une délégation de travailleurs de Kléber-Colombes manifestait à l'Etoile, devant le siège central. En guise d'interlocuteur patronal, ils n'ont trouvé que plusieurs rangées de CRS et les grilles fermées ! Depuis le début de la semaine les ouvriers des 7 usines du groupe (et notamment ceux d'Elbœuf, Argenteuil et Colombes) sont en débrayages. Le mouvement est parti d'un atelier d'Elbœuf («le boudinage») et à la suite du lock-out de 200 ouvrières du secteur «chambre à air», fin février. Ces ouvrières qui gagnent moins de 1 500 Frs par mois, ont mis en avant 2 000 Frs minimum, l'échelle mobile, une prime de travail uniforme, le retour aux 40 heures compensées et une information syndicale comme temps de travail... Mais surtout, ce qui inquiète ces travailleuses, rejointes cette semaine par les usines de la région parisienne et de la Nièvre, c'est la restructuration qui se prépare, avec l'annonce de pression de MICHELIN sur KLEBER pour obtenir une participation dans l'affaire : des licenciements sont à craindre. La grève, assez massive (tout au moins à Argenteuil : 80 %) est un premier coup porté aux plans patro-

naux. Les travailleurs de Kléber ont planté sur les grilles du siège, avant de retourner dans leurs entreprises en lutte, un drapeau rouge, symbole de leur vigilance ! Reste à organiser plus solidement la réplique qu'appellent les travailleurs : les responsables syndicaux sont restés trop vague là-dessus pour satisfaire les aspirations à la lutte !

Jeudi, la journée d'action appelée, notamment par la CGT, sur l'ensemble des usines Kléber-Colombes a été massivement suivie, (Argenteuil, 90 %, Colombes, 75 %). Cette grève de 24 H demandait une amélioration de la grille des salaires. Une manifestation s'est rendue à la direction, qui protégée par d'importantes forces de l'ordre a refusé de recevoir une délégation syndicale. Hier matin, le travail reprenait, mais dans les ateliers de nombreux ouvriers débattaient de la question de poursuivre la lutte pour des augmentations de salaires. A Colombes, les travailleurs ont conspué un dirigeant CGT qui disait que la «journée d'action a été magnifique», montrant leur volonté de continuer la lutte. A Argenteuil, nombreux étaient les travailleurs qui disaient : «Le patron refuse de négocier, il faut continuer !

La journée d'action, c'est bien, mais après ?

JOURNÉE D'ACTION DANS LE VERRE :

Les travailleurs de nombreuses usines du Verre étaient en grève hier pour les salaires et les conditions de travail surtout. Le trust BSN et la verrerie de Vauxrot (dans l'Aisne)... ont été particulièrement touchés.

CAOUTCHOUC : ECHEC DES COMMISSIONS PARITAIRES !

Les représentants syndicaux ont quitté les négociations qui étaient en cours dans le cadre des Commission Paritaires du Caoutchouc. Une mobilisation des travailleurs du Caoutchouc est envisagée pour faire échec à l'intransigeance patronale sur la question des salaires et des 40 H...



SNAV (Vénissieux) échec aux briseurs de grève !

Vendredi, la direction a encore essayé de charger des containers (il y avait le service commercial et un huissier). Evidemment, les gars s'y sont opposés !

Il y a beaucoup de sympathie qui se développe dans l'usine pour les gars de l'atelier des containers. La CGT est maintenant poussée par les travailleurs pour soutenir la lutte dans l'atelier des containers. Mais elle prétend que «la CFDT monte les gars» contre elle, parce qu'ils se font «insulter» quand ils vont à l'atelier des containers ! Alors que si les responsables P.C.F de la CGT se font recevoir ainsi, c'est tout simplement parce qu'ils n'ont jamais soutenu la grève. Ils ont même dit dans un tract que «faire la grève maintenant, c'était faire le jeu des patrons». Alors qu'au contraire, au tribunal des référés, le juge s'est payé le luxe -contre 4 délégués CFDT- de citer ce tract CGT à l'appui de son attaque contre la lutte !

Correspondant SNAV

Caravelair à Tournon (Ardèche)

UNE OCCUPATION DANS L'ENTHOUSIASME

Caravelair (fabriquant de caravanes) s'est implanté à Tournon depuis un an, espérant y trouver une main-d'œuvre rurale facilement exploitable. Malheureusement pour lui, beaucoup de fils de paysans de l'Ardèche et de la Drôme sont rentrés faute de pouvoir continuer l'exploitation agricole des parents. Ce sont des jeunes déçus, prêts à lutter et non des moutons que Caravelair a embauchés. Beaucoup viennent de régions proches de Valence au nord, et même d'une trentaine de kilomètres et cela avec leur propre voiture.

L'occupation de l'usine ces jours derniers a eu pour départ un grève en février sous la forme d'un refus de faire des heures supplémentaires. A cette époque, les ouvriers travaillaient 40 H au lieu de 45 H, comme le souhaitait la direction. La réaction de la direction : mise à pied d'un délégué CFDT. Riposte des travailleurs : la grève. La direction propose la réintégration du délégué contre la reprise du travail. Il n'est donc plus question d'heures supplémentaires. A l'écrasante majorité, les travailleurs refusent cette proposition. Malgré cela, les faux communistes dans la CGT appellent à reprendre le travail, mettant une fin provisoire à la lutte. Cela permet aux travailleurs de prendre conscience de cette tra-

LES TRAVAILLEURS CONTRÔLENT LA LUTTE

Suite à cela, les travailleurs organisent un sondage, avec comme résultat les revendications suivantes :

- 250 F pour tous,
- 4 semaines de congés en été, 1 semaine en hiver,
- retour au 40 H sans perte de salaire,
- augmentation équivalente pour ceux qui font 40 H,
- transport gratuit,
- cantine,
- une pause casse-croûte le matin, une pause l'après-midi,
- respect des ouvriers par les chefs,
- suppression des contrats de 6 mois,
- respect du droit syndical.

Le 17 mars, la CFDT lance un mot-d'ordre de débrayage de 10 à 12 H pour soutenir la réunion des délégués du personnel qui doit négocier l'après-midi ces revendications. La direction annule aussitôt cette réunion. A 10 H le débrayage a lieu. On hésite à la lutte vu la position des intérimaires et des sous-contracts de 6 mois (50 % des ouvriers).

En assemblée générale, la décision est prise de faire grève, on s'organise pour éviter les pressions sur les intérimaires... Les quatre entrées sont enchaînées, cadenassées. Les cadres se regroupent devant les entrées pour défoncer les piquets et poursuivre les gars. Réussissant à enfoncer le piquet sur une entrée, les cadres sont suivis immédiatement par un responsable CGT du P.C.F qui reste au boulot ! Les cadres provoquent les gars à 15 h 30. Ils font venir une ambulance pour évacuer un «blessé».

Le lendemain, jeudi, les travailleurs décident de durcir leur grève en empêchant

l'entrée et la sortie des camions venant chercher les caravanes. L'après-midi, on s'organise en comité de grève car les gars refusent de mettre à leur tête les délégués élus mais «qui ne mènent pas la lutte» afin d'intégrer de nouveaux travailleurs combattifs (intérimaires). On décide de continuer la nuit le blocage des camions.

PROVOCATION FASCISTE

Le soir, après 18 H, les cadres musclés de service se comportent en véritables fascistes en fonçant avec un camion sur les grévistes, endommageant plusieurs voitures. C'est la preuve que la décision de ne pas laisser partir les caravanes gêne considérablement la direction ; seulement huit caravanes arrivent à sortir.

SOLIDARITÉ AUTOUR D'UN FEU DE BOIS

Vendredi soir une veillée spontanée s'improvise sur le parking. A la suite d'un appel à la solidarité, des travailleurs

d'autres boîtes de Tournon sont présents : Trigano, SNCF... des chômeurs, des musiciens, des Paysans Travailleurs : «Tous, nous sommes là pour faire connaître notre lutte», disent-ils.

Cette veillée construit la fraternité des travailleurs. Elle veut dissuader la direction de tenter un coup de force !

Corres. Ardèche

SNCF : LA GRÈVE CONTINUE

Les roulants de plusieurs dépôts ont décidé de continuer l'action pour les salaires et les classifications. Des roulants Autonomes participent à ces débrayages «pour la revalorisation de leur condition. Un train sur deux reste bloqué dans les gares parisiennes : les départs en vacances en sont assez largement affectés...

LUTTES OUVRIÈRES

Bourgogne-Électronique

RENFORCEMENT DE L'OCCUPATION

Après 4 jours de grève, les travailleurs de Bourgogne Electronique sont toujours aussi nombreux à occuper. La direction poussait à négocier au plus vite par l'intermédiaire des deux conseillers généraux (PS) de St Apollinaire qui tiennent à avoir la paix sociale dans leur canton.

La direction demandait que ces négociations aient lieu sur terrain « neutre » : à la mairie de St Apollinaire 1 et avec seulement 10 délégués élus au CE. En AG, les travailleurs ont tous refusé en bloc ce préalable (le rapport de force est tel actuellement qu'ils ne cèdent même pas sur les conditions de négociations). Ils exigent qu'elles aient lieu dans l'usine

avec la présence de 35 travailleurs (délégués élus et non délégués). Ils exigent l'arrêt des constats d'huissiers et le retrait de la lettre envoyée à leur camarade du CHS que le patron voulait rendre responsable du manque de sécurité dans l'usine.

Les travailleurs ont à faire face aux manœuvres sournoises de la direction après le constat d'occupation par l'huissier, il y a 2 jours, 15 délégués sont assignés devant le tribunal des référés. Mais, la vigilance des travailleurs est grande : pas un seul mandat n'a pu être remis en main propre ; d'autre part, hier, ils ont intercepté à temps, une voiture qui sortait avec... de nom-

breux papiers et documents pour faire de la sous-traitance à l'extérieur.

Après cet incident, les travailleurs ont pris les mesures d'organisation nécessaires : renforcement des piquets de grève pour la nuit, avec un système de roulement, branchement des lances à incendie, à la cantine un système d'alerte a été mis en place. Constamment, les travailleurs font référence aux grèves précédentes, celle de 68 et de 73 pour ne pas recommencer les mêmes erreurs. La poursuite et le déroulement même de la lutte en sont significatifs.

S'ils exigent que les négociations soient me-

nées avec les travailleurs (délégués et non-délégués) désignés par tous les ouvriers, c'est pour éviter ce qui s'est passé en 73 où les révisionnistes ont négocié des pourcentages sur les salaires alors que les travailleurs demandaient 1 300 F minimum.

Le comité de grève, composé de syndiqués et de non-syndiqués est une garantie du contrôle de la conduite de la lutte par les travailleurs et de leur participation active. L'animation de la grève commence à s'organiser, on prévoit des débats, de passer des films, de faire venir un orchestre.

Sylvie ROUQUIER

SONACOTRA : Solidarité avec les foyers en grève !

De nouveaux foyers Sonacotra entrent en lutte (A Dijon, Mistral-Sonacotra est en grève, lui aussi, contre les loyers et les règlements de type « pénitenciers » : les résidents ont décidé de rallier le Comité de Coordination...).

La bourgeoisie en a assez de cet incessant développement, de l'unité de lutte des travailleurs immigrés...

Après les interventions, pas si lointaines, au foyer de la porte des Lilas, par exemple, c'est maintenant au tour du noyau de grévistes de la Sonacotra. Les CRS tentent d'intimider les résidents et font pression (contrôle, quadrillage...) sur les foyers, notamment de Seine-St-Denis.

6 délégués algériens du foyer Romain Rolland de St Denis sont menacés d'expulsion !

L'Assemblée Générale des résidents et le Comité de Coordination lancent aussitôt un appel à la solidarité, auquel nous nous associons pleinement : la lutte des foyers Sonacotra est celle de tous les travailleurs :

- Pour les droits démocratiques et contre la répression.
- Pour des logements corrects au loyer bon marché.

Aussi faut-il répondre en masse à l'appel au soutien du Comité de Coordination des foyers Sonacotra en grève (56, rue de la Fontaine au Roi - 75 011 Paris) FRANÇAIS, IMMIGRÉS : MÊME COMBAT !

Corresp. St Denis

Thomson-Chauny : 7^e semaine de grève Vers la réoccupation ?

—Quotidien du Peuple : Votre lutte a fait preuve jusqu'à présent d'une grande détermination (cf. QdP du 15/3/76) Où en êtes-vous ?

—Pour briser notre lutte, la direction a tenté toutes les manœuvres :

- lettre au personnel, par l'intermédiaire de la CGC pour réclamer la reprise du travail ;
- tentative de court-circuiter l'usine de Chauny en s'approvisionnant à l'étranger : Espagne, Pologne...

Et toutes les attaques : - recours à la justice et aux CRS.

Condamnés à évacuer l'usine et à payer 50 F par jour et par ouvrier, les travailleurs grévistes ont accepté la « neutralisation » de l'usine demandée par la direction : c'est-à-dire que l'occupation est limitée à l'équipe de sé-

Après les négociations de mercredi et jeudi dernier, comment les camarades apprécient-ils ces propositions ? Se sent-on assez forts pour poursuivre la lutte jusqu'à la satisfaction de leurs revendications ? C'est ce que l'on aura à décider vendredi soir en assemblée générale.

—QdP : Quels sont les atouts des grévistes à l'heure actuelle ?

—L'occupation n'est pas abandonnée. La neutralisation est un peu fictive... pour le principe ; il n'y a pas eu sortie de matériel de la part de la direction, rien du tout. En plus, on a laissé les banderoles accrochées au portail, et le piquet de grève continue de monter la garde devant l'usine ; on s'est installé une toile de tente.

générale qui est déterminante.

L'unité populaire autour des Thomson n'a pas faibli : les grévistes bénéficient d'une grande popularité, d'un large soutien dans la région : collectes dans les usines, paysans qui apportent des œufs et des légumes... marins-pêcheurs qui ont apporté du poisson. Au niveau de Thomson aussi, le soutien financier continue.

C'est toute la production du groupe qui est paralysée : tant que la production reste bloquée à Chauny, c'est toute une partie du groupe qui est stoppée. Dans notre groupe, les usines travaillent en chaîne : à Chauny, on transforme le cuivre en fil, dans une autre usine, on fait l'isolation des fils, enfin une autre machine monte ces moteurs sur les machines à laver et les lave-vaisselle.

Par exemple, en ce moment, la grève de Chauny bloque les usines de Fumet et de Mourrinx. A Mourrinx, qui fait l'isolation du fil, les patrons paient les gars à bricoler les machines ou à travailler à 60-70 % de leur capacité ; on n'a pas intérêt à ce que le groupe parte en grève pendant trois semaines en même temps ; les patrons, ils s'en foutent, ils n'auraient pas besoin de nous payer. Après la Roche sur Yon, Angers s'est déjà battu avant nous ; c'est un système de grèves tournantes.

Organiser, coordonner des grèves bouchons, au niveau de tout le trust Thomson-Brandt, voilà une perspective qui peut permettre d'emporter la victoire !

Pour le soutien financier : envoyez les sommes au Crédit Agricole de Chauny, N° 08005462.



Dijoud veut diviser les immigrés

Dijoud, Secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés, à l'occasion de la fête du Mouloud (naissance du prophète Mohammed) a annoncé « un train de mesures » en faveur des musulmans. Un grand battage publicitaire accompagnait l'annonce d'un temps d'antenne le dimanche matin (?) sur la radio et à la télé. Des lieux de prière seront aménagés dans les hôpitaux et les prisons, et le CNPF a été contacté pour que, dans la mesure du possible, le temps de travail soit aménagé pour permettre le respect des fêtes musulmanes et du ramadan. Ces recommandations ne coûtent pas cher. Aux luttes des travailleurs immigrés, Dijoud répond par des mesures de division opposant les ouvriers croyants aux incroyants.



curité (composée de 11 grévistes et de 4 membres de la direction) et contrôlée par l'inspection du travail.

Après ce coup de force, la direction a fait les propositions suivantes aux grévistes :

- garantie du pouvoir d'achat pour 76 avec 3,5 % d'augmentation,
- réduction du temps de travail : 1 H payée,
- 6 jours de repos supplémentaires (repos compensateur) pour l'année.

Une démocratie réelle ; depuis le début de la lutte, cette démocratie n'a pas fait défaut. Si les commissions de travail fonctionnent moins depuis la sortie de l'usine, tous les jours à 17 H et à chaque fois qu'on en a besoin, nous avons obtenu de nous réunir à la salle des fêtes. C'est l'assemblée générale des travailleurs qui est majeure par rapport aux propositions de l'intersyndicale, c'est l'assemblée

en bref... en bref... en bref...

- **TRANSPORT GRATUIT POUR LES CHÔMEURS** : victoire à Montpellier. Après l'action contre le paiement des impôts locaux, le comité de chômeurs CFDT vient d'obtenir la gratuité des transports pour la journée d'aujourd'hui. Forts de cette victoire, c'est tous les jours qu'il faut imposer la gratuité pour les chômeurs et pour les actifs.

- **ALUSUISSE** (profilés d'aluminium) : grève sur les salaires et contre la nouvelle classification, suivie par 98 % des 350 ouvriers de la boîte de St Flandrin dans l'Yonne.

- **JOURNÉE NATIONALE DU BATIMENT** : grève largement suivie,

10 000 travailleurs à la manifestation à Paris scandant :

- « Les patrons peuvent payer, augmentez les salaires ».

- « Stoléro t'es foutu... Les manuels sont dans la rue ».

- « Assez de morts dans le bâtiment, les patrons assassins en prison ».

Les principales entreprises représentées : Fougerolles, Bouygues, SAE, Sogène, CGEE, Béton de Paris...

Cette journée, l'une des plus suivies depuis longtemps, avait mobilisé de nombreux travailleurs immigrés (40 %).

- **BRETONNELLES** : les délégués CFDT ne resteront pas dehors.

En lutte depuis maintenant 15 mois pour le

maintien de l'emploi ; les travailleurs de l'ex-Piron mènent la bagarre pour la réembauche de tous, en particulier 4 délégués CFDT que la direction de la SODEM refuse d'inscrire sur la liste. La section CFDT vient de déposer plainte pour atteinte aux libertés syndicales.

- **GREVE DES ÉBOUEURS A LYON**, pour la parité des salaires entre égoutiers, conducteurs lourds et OP et le reclassement dans les groupes 4 et 5, comme à Paris. Le moment est bien choisi : la Foire de Lyon ouvre ses portes.

POLITIQUE

ETUDIANTS : APPROFONDIR LE DEBAT



Quelle est la véritable provocation ?

«Casseurs à la tour Montparnasse», (Figaro). «De pseudos étudiants mettent à sac le centre Montparnasse» (Parisien Libéré). «La manifestation étudiante dégénère», (France Inter)...

Voilà ce que «l'information» a retenu d'une manifestation de dizaine de milliers d'étudiants, de l'affrontement de plusieurs milliers d'entre eux avec les CRS. Voilà comment est présenté aux travailleurs un mouvement qui cherche à se lier à leurs luttes, à s'engager

sur la voie révolutionnaire. Certains précisent que ce c'est là le fait «d'éléments incontrôlés», mais poussent cependant à l'amalgame. Alors on se souvient des manifestations sur l'Espagne, où Poniatsowski prenait prétexte de telles exactions pour menacer d'interdire toute manifestation. Ceux qui tirent tant de bénéfice du pillage d'une bijouterie n'en sont-ils pas les instigateurs ? Inutile de hurler à la provocation, comme le fait l'UJ«C»F, pour qui c'est surtout l'occa-

sion de faire l'amalgame entre casseurs de vitrines et révolutionnaires.

La provocation, elle est surtout dans l'occupation des facs par les vigiles, dans l'intervention systématique des CRS contre les étudiants, dans l'occupation de tout un quartier par des dizaines de milliers de CRS, de gardes mobiles, ou dans les menaces du secrétaire d'Etat aux universités.

Eric BREHAT

● Table ronde avec des étudiants

Après la manifestation nationale de jeudi, le mouvement étudiant va nécessairement connaître une période de creux, du fait des vacances scolaires. Déjà, Saunier Seité, secrétaire d'Etat aux universités prépare la rentrée, en s'adressant à la masse des étudiants «et à leur famille», pour que l'année puisse se «finir normalement». D'un autre côté, les incidents de la manifestation parisienne sont l'occasion d'une campagne insidieuse visant à isoler les étudiants. Les obstacles ne manquent donc pas pour la reprise du mouvement, pour son renforcement. Nous publions quelques extraits d'une table ronde organisée durant les journées de Nanterre, avec des étudiants animateurs des grèves dans différentes universités. De cette discussion, une conclusion s'impose : c'est de son approfondissement politique, de son lien bien compris avec les luttes ouvrières qui, aujourd'hui, gagnent en force, que dépend la réussite du mouvement. Les vacances scolaires peuvent être l'occasion de cette réflexion, de rencontrer des travailleurs en lutte.

n'était pas clair, partant du désir des étudiants d'unité avec les ouvriers, mais mettant leur lutte sur le même plan. Mais ça prouve aussi qu'il est nécessaire d'expliquer contre quoi il faut se battre réellement.

GRENOBLE

— Ce désir d'unité, il est évident. Il peut prendre des formes tout à fait différentes. Pour certains, cela veut dire sortir de la fac, aller sur les quartiers. Pour d'autres, cela amène à des réflexions du genre : «les travailleurs n'ont rien à faire du mouvement étudiant...». Si on en reste au désir d'unité, cela peut mener n'importe où. L'important est de le concrétiser. C'est sur la question du chômage et de la sélection qu'il faut le faire. En allant discuter avec des ouvriers, (nous avons aussi fait venir des mineurs de La Mure), les étudiants comprennent qu'il faut poser le problème autrement qu'en demandant un emploi à leur qualification, que cette lutte contre le chômage doit être comprise comme lutte contre l'université bourgeoise. Sur la sélection, c'est la même chose.

Quotidien du Peuple : Ce qui fait le caractère nouveau et important des grèves étudiantes, sans parler de leur ampleur, c'est l'affirmation générale de la nécessité de l'union avec les travailleurs. Comment cela est-il compris, sur vos facs ?

CLIGNANCOURT

— C'est vrai qu'il ne faut pas en rester là. Un exemple : on a pris contact avec des ouvriers en grève, de Bihar.

Et à la fac, certains ont voulu lancer le mot d'ordre «Clignancourt, Bihar, même combat !» Il n'a pas été repris car les étudiants ne comprennent pas ce qu'il voulait dire. De toutes façons, il

AMIENS

— Pour nous, l'idée d'unité est venue «spontanément». Au début du mouvement, la Thomson était en grève, cela nous a poussés à cette idée. Maintenant, je m'aperçois

Mitterrand chez l'ambassadeur US

UN REPAS QUI FAIT DU BRUIT

En réponse aux critiques de Chirac sur son entrevue avec l'ambassadeur US en France, Mitterrand a révélé pour se justifier que c'était la troisième ou la quatrième fois qu'il le rencontrait depuis dix-huit mois. Ainsi les dirigeants socialistes entretiennent des relations suivies avec les autorités US, malgré leurs déclarations contre la participation des PC européens au gouvernement. Quand on connaît le passé atlantiste des socialistes cela ne saurait surprendre. Le PS n'est plus aussi inféodé aux États Unis que dans le passé, mais il n'a pas pour autant rompu les ponts et reste sensible aux recommandations de Washington. Il est de notoriété publique,

l'histoire l'a confirmé récemment encore au Portugal, que l'Internationale socialiste est le principal levier de l'intervention américaine en Europe. Les dirigeants US sont certes inquiets des perspectives de participation du PCF au gouvernement en France, car ils craignent qu'elle ne profite à leur rival soviétique, mais ce qui leur cause le plus d'inquiétude c'est le mouvement populaire en France, et leurs avertissements signifient qu'ils ne toléreront pas sans réagir que les travailleurs ébranlent le pouvoir bourgeois.

Les pressions et les ingérences ne viennent pas uniquement de ce côté, l'autre superpuissan-

ce se mêle également des affaires intérieures françaises. Souslov, le théoricien du PC d'URSS, vient de tancer vertement le PCF, l'accusant d'opportunisme et lui reprochant de prendre ses distances vis-à-vis de l'URSS. Ce n'est pas, on s'en doute, la fidélité au marxisme léninisme (jeté en son temps aux orties par Krouchtchev) qui l'inspire, mais la volonté de conserver une emprise sur le PCF, dans la perspective d'une participation au gouvernement. Marchais a dit qu'il ne se sentait pas concerné par ces déclarations, mais il s'est malgré tout senti obligé de relever les critiques de Souslov et de réaffirmer l'indépendance de son parti.

Mais encore plus que le PS vis-à-vis de l'impérialisme US, le PCF demeure soumis aux pressions soviétiques. Ces deux partis prétendent défendre l'indépendance nationale, mais ils sont trop attachés chacun à l'une des superpuissances pour en être des garants, tout comme le gouvernement qui fait concession sur concession à l'impérialisme US.

La défense de l'indépendance nationale ne peut être confiée à des partis bourgeois qui, parce que leurs intérêts supposent l'asservissement des travailleurs, s'opposent à leur mobilisation, seul moyen de s'opposer aux visées des superpuissances.

Haby fait lâcher un peu de lest ?

Saunier Seité, secrétaire d'Etat aux universités doit se sentir dans ses petits souliers. Alors qu'elle avait répété sur tous les tons, d'abord menaçant, puis plus conciliant, qu'il n'était pas question de céder aux étudiants sur l'application de la réforme Soisson du 2^e cycle universitaire, le ministre dont elle dépend, René Haby, vient de déclarer à la radio : «telle que je la connais, Mme Saunier Seité est capable de faire un geste en direction des étudiants qui sont honnêtement troublés. S'il n'y a pas volonté de politisation des affaires, il y a possibilité de s'arranger...» Après un tel camouflet, on se demande combien de temps la secrétaire d'Etat va garder son poste. Mais indépendamment de cela, il faut s'attendre à un léger aménagement de la réforme, annoncé durant les vacances universitaires, dans le but de briser le mouvement, au moment où il commence à remettre en cause, à travers la réforme, la fonction même de l'université. Il faut noter à ce propos une autre manœuvre convergente de la bourgeoisie, à travers presse et radio : la reconnaissance de l'UNEF comme interlocuteur pour le mouvement étudiant, alors même que cette organisation est de plus en plus isolée chez les étudiants.

Escroquerie sur le dos des travailleurs de l'horlogerie

Samedi, Montceau-les-Mines. Sur le marché, un attroupelement. Deux types font un baratin pour vendre des montres, à des prix «défiant toute concurrence». Mieux, ils expliquent qu'en achetant ces montres, on vient en aide aux travailleurs de l'horlogerie de Besançon. Ça ne vous rappelle rien ? Une lectrice du QdP passe par là. Se doutant d'une supercherie, elle interroge des acheteurs. «Cette montre là ne doit pas valoir 300 F, mais j'ai fait une bonne action en l'achetant...», une ménagère : «J'ai dû me faire rouler, je n'en parlerai pas à la maison...»

Notre lectrice intervient alors, demandant aux deux camelots les liens qu'ils ont avec les travailleurs de l'horlogerie, et comment ils s'y prennent pour leur remettre le produit des ventes. Embarras du côté des revendeurs, attroupelement ; ils finissent par expliquer qu'ils se contentent d'acheter des montres à des horlogeries et de les revendre... le soutien aux travailleurs de l'horlogerie, c'est dans leur poche qu'il va ! Du coup, ils préfèrent déguerpir rapidement. Mais si par hasard vous entendez un baratin de ce genre sur un marché, n'hésitez pas à faire comme notre lectrice de Montceau.

en bref... en bref... en bref

Armée. Pour «informer les Français sur leurs armées», le ministre des armées a décidé de tenir du 19 juin au 14 juillet, une série de manifestations publiques. Au programme du «spectacle nocturne et diurne» qui se tiendra aux Tuileries, une présentation des missiles nucléaires tactiques Pluton...

Fausse facture. Au procès des fausses factures de l'AGIM, à Paris, (une affaire qui

traîne depuis 71), on a surtout remarqué beaucoup d'absents. Bonnet, le directeur général, bien sûr, mais aussi d'autres noms célèbres, comme Olivier Giscard d'Estaing, dont le nom avait été cité à l'instruction...

Justice. Dans le procès du proxénète Morrachini, à Versailles, les témoins refusent curieusement à venir à la barre, ou se rétractent. Il faut dire que Morrachini avait tué un jeune

homme qui avait tenté de tirer une prostituée des mains de son employeur, blessant aussi grièvement la jeune femme.

Deux mirages 3 E, décollés jeudi matin de la base de Luxeuil, ne sont pas revenus à leur base. Les pilotes, qui étaient partis pour une mission «de navigation de tout temps basse altitude» sont portés disparus.

Conséquence de l'application du nouveau code pénal, Mme Sigogneau, jugée pour émission d'un chèque sans provision de 4 500 F s'est vu retirer son permis de conduire pendant ses vacances, en guise de sanction...

o En demi finale de la coupe d'Europe de football Saint-Etienne rencontrera Eindhoven, match aller à Saint-Etienne. L'autre rencontre opposera le Real de Madrid au Bayern de Munich.

INTERNATIONAL

LA CRISE EN EUROPE

ITALIE :

Le PCI au secours du gouvernement

Aldo Moro, président du conseil italien, a reçu mercredi, après des dirigeants d'autres groupes le secrétaire général du PCI, Berlinguer. Il s'agit peut-être d'une esquisse de la solution à la crise préconisée par le PCI, «le compromis historique», c'est-à-dire la participation au pouvoir du PCI.

Cependant Berlinguer a été très réservé dans ses déclarations en sortant du palais présidentiel : «*Nous pensons qu'il faut agir avec pondération et sans affolement*». En même temps, vient de s'ouvrir à Rome le 13^e Congrès de la «*démocratie chrétienne*». Le secrétaire Zaccagnini y a lancé un ultime appel au PSI pour trouver une majorité. Ecartant le «*compro-*

mis historique» auquel la droite du parti répugne et que Kissinger repousse, il a néanmoins affirmé que le PCI devait «*être associé aux affaires du pays*» car «*il est devenu un parti démocratique*». Il s'agit probablement d'un premier pas, après une valse hésitation de la D.C. qui dure depuis près d'un an.

Affronter seule la crise après trente ans d'usure du pouvoir ou en partageant les responsabilités avec le PCI tel est le choix que la démocratie chrétienne doit faire aujourd'hui. La colère des masses, qui se manifestera encore le 25 mars par une grève générale rend ce choix particulièrement urgent.

La situation économique de l'Italie est catastrophique depuis des années : hausse des prix vertigineuse, y compris sur des produits de première nécessité, chômage massif (25 000 à Naples par exemple). L'incapacité du pouvoir, la corruption de la DC, liée à la Maffia, arrosée par Lockheed est flagrante pour tout le monde.

marqué un premier recul de la démocratie-chrétienne. Les élections de juin 75, où le PCI a remporté d'importants succès, ont marqué une nouvelle étape. Depuis, rien n'est plus comme avant.

NEUF MOIS DE GESTATION

Aux élections de juin 75, le

festations et grèves (septembre 75) grève générale en novembre 75. Le PCI a refusé de participer au gouvernement, ce qui a abouti à la formation d'un cabinet monocolore qui a encore plus de mal à gouverner.

Mais pendant ces neuf mois, le PCI a également fait sa cour. Déjà, à l'avant-garde

ment ; ses critiques au gouvernement se sont faites de plus en plus nuancées.

Aujourd'hui, la visite de Berlinguer à Moro, au moment où celui-ci lance son plan d'austérité, constitue déjà un soutien à la politique du gouvernement. Cette «*co-responsabilité*» du parti révisionniste qui sera consulté

QU'EST-CE QUE LE COMPROMIS HISTORIQUE ?

«*Le PCI n'hésitera pas à assumer ses responsabilités si le gouvernement fait des propositions concrètes conduisant à des convergences et des ententes entre partis démocratiques (Chiaromonte, C.C. du PCI novembre 75).*

«*Il faudra produire plus, ne pas gaspiller mais épargner, utiliser comme il faut chaque ressource, convertir l'économie selon des critères d'efficacité et de rigueur*» (Berlinguer, 14^e Congrès du PCI).



Dans cette situation, les luttes des masses se sont particulièrement développées : grèves, manifestations refus des hausses de transport, «*désobéissance civile*». Les différents partis et les tendances de la démocratie chrétienne ont été incapables de s'entendre, ce qui a engendré une constante instabilité, presque une vacance du pouvoir. Le gouvernement a essayé d'utiliser les groupes fascistes et les attentats terroristes pour faire accepter sa politique au nom de l'ordre. Mais cette politique a fait long feu. En 74, le référendum sur le divorce a

PCI remporte 40 % des voix avec la majorité à Rome et dans de nombreuses grandes villes industrielles, avec onze millions d'électeurs. A cette époque, loin de réclamer le départ de la DC, le PCI constate une «*volonté puissante d'assainissement et de renouvellement*, et se contente de réclamer l'union «*la plus large*» avec la DC «*cette grande force populaire*». Le parti au pouvoir lui oppose un refus très sec, et depuis neuf mois, il n'a cessé de multiplier ces refus devant les avances du PCI. Qu'y a-t-il de changé aujourd'hui ? D'abord la multiplication des mani-

festations et grèves (septembre 75) grève générale en novembre 75. Le PCI a refusé de participer au gouvernement, ce qui a abouti à la formation d'un cabinet monocolore qui a encore plus de mal à gouverner.

ment ; ses critiques au gouvernement se sont faites de plus en plus nuancées.

- La chute de la lire est de 34 % en 11 semaines par rapport au dollar.
- L'endettement de l'Italie est évalué à 15 000 milliards.
- Principales mesures du plan d'austérité : augmentation du prix de l'essence, augmentation de la TVA, réduction des crédits (le taux d'escompte passe de 8 à 12 %).

ANGLETERRE :

six candidats à la succession

C'est la foire dans les couloirs du Parlement anglais. Alors qu'à la Chambre des Communes, Wilson démissionnaire déclarait froidement qu'il n'avait pas l'intention de se rendre au Mozambique, pour une visite officielle, les antichambres étaient pleines de la remue-ménage des députés travaillistes sollicités par les imprésarios des six prétendants à la succession de Harold Wilson, tous ministres. Les joutes

verbales vont bon train. Tony Benn, une figure de gauche très liée à l'appareil bureaucratique, syndical, a déclaré que si Callaghan était élu, il refuserait de faire partie de son équipe. «*Est-ce une menace ou une promesse*», rétorqua Callaghan.

Ces affrontements entre les différents clans du Parti Travailliste sont le reflet des oppositions entre la bureaucratie des Trade Unions (syn-

dicats) et la droite du parti. Après avoir accepté de signer des accords de blocage des salaires avec le gouvernement Wilson, les directions syndicales se sont vues remises en cause dans les entreprises par les ouvriers qui rejetaient ces mesures, quand la livre s'effondrait, quand les prix augmentaient sans cesse.

La police a pris position

dans le métro à Londres pour éviter les attentats comme celui qui a tué deux personnes, il y a quelques jours. Hier matin, une bombe explosait à Buckingham Road, au centre de Londres. Les retombées de l'occupation britannique en Irlande du Nord viennent encore aggraver les difficultés, qui ne sont pas seulement celles du gouvernement travailliste, mais de tous les politiciens bourgeois anglais.

ESPAGNE :

«L'AUTORISATION DES PARTIS POLITIQUES : PAS DE DÉMOCRATIE POUR LES MASSES»

Le conseil des ministres espagnol a modifié les articles du code pénal interdisant les associations étrangères à l'idéologie franquiste, de façon à permettre l'existence de partis qui, pour l'essentiel, voyaient leur activité tolérée dans le pays. Sont désormais interdites «*les associations qui préconisent la subversion violente, la destruction de l'ordre juridique ou l'instauration d'un régime totalitaire*» ainsi que celles qui «*préendraient porter atteinte à l'unité... de la patrie*». D'emblée sont interdits tous les mouvements révolutionnaires en Espagne, ainsi que ETA. Le parti de Carillo, le PCE, est également visé par ces mesures. Même dans ce cadre extrêmement étroit, la prétendue libéralisation du régime rencontre vite ses limites : le chef du parti carliste, expulsé d'Espagne en 1968 a été refoulé à l'aéroport de Madrid alors qu'il tentait de rentrer suite à l'annonce de ces mesures.

L'annonce de ces mesures était attendue depuis la venue au pouvoir de Juan Carlos et des Fraga Iribarne et Motrico qui dès avant la mort de Franco réclamaient l'instauration de partis. Le retard mis à les annoncer témoigne des contradictions qui traversent le régime de Juan Carlos, les anciens du franquisme comme Navarro, le premier ministre étant réticents ou même opposés à toute transformation du régime.

CONTRE LE DROIT DE GRÈVE

En tous cas, l'oligarchie veut contrôler la libéralisation, donner la démocratie aux seuls courants qui traversent la bourgeoisie espagnole, tout en privant le plus possible les masses de tout droit. Le même conseil des ministres a ajouté un article au code pénal qui prévoit des sanctions contre ceux qui feront «*des piquets de grève, essayeront d'empêcher le libre exercice du droit au travail*».

Les masses se sont emparées massivement des quelques libertés qui ont été concédées, comme l'exercice du droit de grève. Malgré le caractère extrêmement restrictif de cette loi, les ouvriers s'en sont emparés. Il est impossible de signaler aujourd'hui tous les conflits en cours, nous signalons notre correspondant : 15 000 grévistes à Bilbao, 22 000 dans la région de Barcelone. Des branches entières entrent en grève : le Bâtiment où une grève générale touche Girona, Burgos et Saragosse, tandis qu'à Madrid, les ouvriers réclament la totalité de l'augmentation qu'ils avaient arrachée et que les patrons refusent de payer.

Des usines appartenant au même groupe luttent ensemble : les usines de matériel sanitaire Roca sont toutes en grève à Séville, Gaba, Sabadell et Burgos. De même, la grève est totale chez Michelin.

Grégoire CARRAT

en bref

● **MAROC** : La visite d'Hassani à Paris qui devait avoir lieu du 7 au 9 avril a été reportée. Cela peut venir d'un souci du gouvernement français de ne pas aggraver la tension avec l'Algérie. Peut être aussi qu'Hassani ne sait pas trop ce qui l'attendrait à son retour. Il y a des précédents fâcheux !

● **RÉPUBLIQUE SAHARAÏQUE** : Au moment où l'Espagne reprend l'exploitation des phosphates de Boucraa, le Front Polisario lance un appel au peuple espagnol dans lequel il déclare notamment :

«*Tous ceux qui s'associent aux envahisseurs marocains dans le pillage de nos richesses naturelles sont considérés comme les ennemis de notre peuple. Dorénavant, nous ne sommes plus responsables de ce qui peut advenir à tous ceux qui participent, individus ou sociétés, au pillage de nos richesses.*»

ESPAGNE

Le CUSPE, Comité Unitaire de Solidarité avec les Peuples d'Espagne tient à dénoncer l'interdiction du FRAP. Il tient à souligner que l'action du FRAP vise uniquement le Franquisme. Cette mesure est une preuve supplémentaire de la collaboration entre les polices française et espagnole. Le CUSPE appelle à une large mobilisation contre cette mesure qui met en péril les libertés démocratiques pour les étrangers, et en fin de compte pour le peuple français.

MOZAMBIQUE

A la suite des rumeurs à ce sujet, le ministre des Affaires Étrangères a démenti la présence de bases soviétiques ou cubaines sur le territoire du Mozambique.

INTERNATIONAL

Thaïlande : Base US fermée

Aujourd'hui, la base US de Sattahip, au sud de la Thaïlande doit fermer. Mais les Etats Unis veulent imposer le maintien d'une force de trois mille hommes, notamment pour les bases de télécommunications qui sont chargées de surveiller les communications émises en République Populaire de Chine et au Vietnam. L'armée est en état d'alerte à Bangkok en prévision des manifestations des ouvriers, des employés, des paysans et des étudiants qui doivent se dérouler

Des manifestations de plus en plus violentes se sont déjà déroulées contre la présence des bases américaines. En octobre 1973, la dictature militaire sera renversée par un puissant mouvement des masses qui remet notamment en cause la présence américaine. Le nouveau gouvernement qui se met en place est contraint de demander dès sa naissance le départ de tous les GI's.

Le gouvernement de droite en place en Thaïlande s'accommoderait d'un retrait partiel, rendu nécessaire par la victoire des peuples indochinois, tout en laissant aux Etats Unis des facilités importantes, et en s'accommodant de la main mise américaine sur l'économie du pays. Les manifestations visent à imposer à ce gouvernement le retrait total des forces US.

Palestine occupée

"LA MILICE A ORDRE DE TIRER"

La grève était totale à Hébron, avant-hier. Tous les rideaux des commerçants étaient baissés... Il en était de même dans la ville arabe de Jérusalem ; A Khal Khoul, où le couvre-feu a été décrété, tous les hommes ont été rassemblés sur la place publique pour une vérification d'identité. Dans le village de Beit Jala, village voisin de Jérusalem, des lycéennes ont dressé des barricades interdisant l'accès de ce village juché sur une colline abrupte.

Peres, ministre israélien de la Défense a visité une colonie israélienne dans la région d'Hébron. La milice a l'ordre «de tirer en l'air si des pierres sont jetées contre les colons, et de tirer sur les Arabes si leurs vies étaient en danger», déclarait à la télévision le chef de ces colons. «Une intervention minimum de l'armée sera nécessaire» a déclaré par ailleurs Shimon Peres, pour arrêter les manifestations de Palestiniens.

Au cours d'une conférence de presse, tenue à Paris, M. et Mme Cooper, qui viennent d'être expulsés d'Israël ont déclaré : «Depuis que nous connaissons Israël, jamais nous n'avons assisté à une répression aussi brutale». Ils s'étaient rendus en Israël pour faire une enquête sur la violation des droits de l'homme dans le cadre des travaux du Comité international pour les droits de l'homme en Palestine, créé par la confé-

rence des chrétiens pour la Palestine. Bien que leur enquête ait été interrompue par une expulsion sans aucun motif, ils ont pu réunir de nombreux témoignages qui feront l'objet d'un rapport très rapidement.

LA COLONISATION EST LA QUESTION CLEF

«La colonisation est la question clef du moment», déclarèrent-ils. Nous avons visité trois colonies mais il y en a plus de cinquante. Les Palestiniens sont obligés de travailler pour les colons sur les terres qui leur appartenaient.

Dans la région de Ber Sheva cela a un effet sérieux sur les conditions de vie des bédouins. Toute une région est entourée de fils de fer barbelés. Certains bédouins sont en-

fermés à l'intérieur et n'ont pas le droit d'en sortir, d'autres sont obligés de rester à l'extérieur. Certaines colonies une fois établies sont abandonnées par les colons qui vont en réaliser une autre ailleurs. Ainsi même s'il n'y a pas suffisamment de colons pour occuper les colonies, elles peuvent se multiplier et créer des états de fait, cela permet au gouvernement israélien de dire : ici, il y a une colonie juive, on ne peut pas rendre ces terres».

A Gaza la situation a empiré. En apparence,

c'est calmé, mais c'est parce que toute la région est quadrillée par l'armée qui patrouille constamment. Les colonies se multiplient sur les ruines des maisons des Palestiniens.

Les témoignages sont nombreux sur la répression, la situation des prisonniers, les maisons dynamitées, les manifestations des Palestiniens commencent d'être soutenues par des juifs : «Au cours d'une manifestation de femmes de prisonniers palestiniens, un groupe de juives est venu apporté son soutien. Pendant toute la journée, elles ont aidé les femmes à remplir les papiers pour pouvoir visiter les prisonniers».

L'ensemble de ces témoignages montre qu'Israël est un pays raciste, mais que la lutte nouvelle qui se développe remet en cause l'existence même de cet Etat raciste.



La police israélienne à l'action contre une femme palestinienne.

LIBAN

L'avion du premier ministre Karamé sur l'aéroport de Beyrouth a été atteint par deux roquettes. On ignorait hier les responsables de cet attentat.

INTERVIEW

LA QUINZAINE CULTURELLE ARABE A BESANÇON

Films, conférences, soirée culturelle se sont succédés tout au long de la quinzaine culturelle arabe qui vient de se dérouler à Besançon.

Nous avons rencontré le

Peux-tu nous dire quel était votre projet en organisant cette quinzaine ?

CEAB : Nous voulions faire apparaître les problèmes qui se posent à la nation arabe et éclaircir la situation. Nous voulions mobiliser les étudiants sur ce qui se passe dans le monde arabe, et mobiliser également les ouvriers immigrés.

PALESTINE, OMAN, SAHARA OCCIDENTAL...

Nous avons choisi des films qui touchent aux points chauds de l'actualité : le problème des ouvriers immigrés, celui bien sûr de la Palestine,

responsable du Comité des étudiants arabes à Besançon pour tirer avec lui le bilan de cette quinzaine et lui poser quelques questions sur le CEAB.

de la Révolution d'Oman, et du Maghreb, du Sahara Occidental ; des films à travers lesquels on puisse trouver une explication sur le retard du développement des pays arabes, alors qu'apparemment ils ont tous les moyens pour s'en sortir...

Nous voulions montrer la lutte des masses populaires, lutte handicapée par les gouvernements réactionnaires, valets de l'impérialisme.

Quel bilan tirez-vous de cette quinzaine ? quelle suite allez-vous y donner ?

CEAB : Un bilan essentiellement positif. 2500 personnes environ ont participé à cette quinzaine. On en a beaucoup parlé.

Le point le plus négatif, c'est qu'il n'y ait pas eu une participation massive des travailleurs immigrés : beaucoup ont des difficultés pour venir à des soirées en milieu de semaine, ils sont trop fatigués par leur journée de travail.

Un autre point négatif, c'est l'absence de débat ou des débats limités après les films ; mais en fait, les débats ont eu lieu ! Mais, ailleurs, au café, au restaurant universitaire, les étudiants en parlaient, posaient des questions aux camarades. Oui, cette quinzaine a été positive. Elle a réellement permis de sensibiliser les étudiants. Le choix que nous avons fait de passer essentiellement des films a permis de mobiliser largement les étudiants français et étrangers, dont certains ne seraient peut-être pas venus à un meeting.

Beaucoup de questions ont été posées, notamment sur la Révolution d'Oman, avec le film «l'heure de la libération a sonné», alors que jusque là le problème du Dhofar était bien peu connu.

D'autre part, financièrement, nous espérons envoyer un soutien au Mouvement des orphelins palestiniens au Liban, grâce à la vente d'objets artisanaux arabes que nous avons organisée.

Mais cette quinzaine n'est pas une fin en soi. Elle a permis de sensibiliser les étudiants sur les problèmes du monde arabe, et sur cette

base nous pourrions engager un travail plus en profondeur.

D'autre part, le CEAB veut s'intéresser plus aux étudiants arabes ; ce ne sont pas les journaux bourgeois français qui peuvent leur permettre d'interpréter ce qui se passe au pays ! Nous voulons maintenir le lien avec la lutte de notre peuple.

SERVIR LE PEUPLE

Nous proposons aux étudiants de s'organiser pour dénoncer l'université bourgeoise et de mettre leurs connaissances au service du peuple. Que pense le CEAB de cela ?

CEAB : Cet aspect de «servir le peuple», nous essayons de le développer chez les étudiants arabes. Par exemple, en médecine, nous disons aux étudiants de ne pas tomber dans le piège : ouvrir un cabinet pour exercer une médecine bourgeoise. Et nous proposons aux étudiants avancés de passer un mois ou deux dans les camps palestiniens pour exercer une médecine au service du peuple.

Nous avons également organisé des collectes de médicaments ; des étudiants français y ont participé. Nous

avons collecté pour une valeur de 4 000 F de médicaments l'an dernier que nous sommes allés porter au siège de l'OLP à Paris, et le mois dernier pour une somme de 3500 F que nous avons envoyée pour soutenir la Révolution d'Oman.

LES PRESSIONS DE LA MUNICIPALITÉ PS

Il y a eu des tentatives des sionistes pour interdire cette quinzaine : le directeur de l'Observatoire de Besançon, le responsable des affaires culturelles de la municipalité PS ont exercé des pressions. Le prétexte étant l'affiche qui annonçait la manifestation ; sur celle-ci une carte du monde culturel arabe ne précisait pas les limites géographiques du soi-disant état d'Israël.

Ces pressions ont été largement dénoncées. Le «cercle culturel des amis du QdP» a sorti un numéro spécial de sa brochure «Quelle culture à Besançon ?». Que penses-tu de tout cela ?

CEAB : Nous n'avons pas été surpris par ces manœuvres sionistes, qui ne sont, pour finir, retournées contre leurs auteurs : Cela a permis

de mieux dévoiler le sionisme, et aussi la réalité du PS.

Nous sommes habitués à ce genre de manœuvres : Avant un film, il y a quelques mois, c'est un appel téléphonique qui annonce qu'une bombe était déposée dans la salle : les flics et les pompiers voulaient dégager tout le monde.

C'est aussi nos affiches qui ont été systématiquement arrachées : Nous avons dû organiser à certains moments des collages toutes les heures !

On nous a reproché de faire de la «politique» pendant cette semaine «culturelle». Comment séparer politique et culture ? La culture, ce n'est pas seulement une distraction, c'est la vie quotidienne des gens. Et tout ce que le peuple arabe, le peuple Palestinien fait pour récupérer son identité, ça fait partie de la culture. C'est ce que nous avons tenté de présenter au cours de la quinzaine.

*Organisé par l'ASCLAB (Association sportive et culturelle du centre de linguistique appliquée de Besançon) et l'Association des étudiants en droit et en Sciences économiques avec le concours du CEAB (Comité des étudiants arabes de Besançon)

Le Quotidien du Peuple
publication du PCR (ml)
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris Cédex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication
Y. CHEVET
imprimé par IPCC Paris
distribué par les NMPP
Commission Paritaire :
56 942

la semaine en image...



Les travailleurs à l'offensive : grèves tournantes dans le trust Michelin.

«Non à l'école des flics et des patrons», des milliers d'étudiants manifestent en France.



Les bourgeois européennes en crise. Ici, Wilson à la veille de sa démission.



MARÉE NOIRE SUR Ouessant

Le franc flotte : nous nous battons pour nos salaires.



EN CHINE, LES TRAVAILLEURS MÈNENT LA LUTTE CONTRE LE DÉVIATIONNISME DE DROITE.



RASSEMBLEMENT COMMUNISTE



à l'appel
Parti Communiste Révolutionnaire
 (marxiste-léniniste)
Union Communiste de la Jeunesse
Révolutionnaire

DIMANCHE 21 MARS
DE 14 H à 24 H
SALLE DE LA MUTUALITÉ
PARIS

Les travailleurs de France accusent le capitalisme en crise

- **CONTRE LE CHÔMAGE :**
 - NON AUX LICENCIEMENTS
 - CONTRE LE CHÔMAGE PARTIEL
 - HALTE AUX SAISIES ET AUX EXPULSIONS

Avec des ouvriers de Bretoncelles (Orne), des sidérurgistes de SMN (Caen), des chômeurs et des travailleurs des Comités de Lutte Contre le Chômage de Montrapon (Besançon), Lyon...
- **CONTRE LA RÉPRESSION : DÉFENDONS NOS DROITS ! DÉVELOPPONS NOS LUTTES !**
 - 2 paysans assassinés par les forces de répression. Les CRS attaquent les usines occupées, des syndicalistes sont licenciés, entraînés devant les tribunaux : c'est le droit de lutter contre cette société qui exploite et opprime les travailleurs que la bourgeoisie veut remettre en cause, il faut riposter sans attendre ! Avec des ouvriers de Paris Rhône (Lyon), de Permail (Nancy), des syndicalistes de Roubaix...
 - APRÈS 3 MOIS DE LUTTES, PAPINSKI S'EXPLIQUE
 - HALTE AU RACISME ANTI-JEUNE
- **VIVE LES LUTTES OUVRIÈRES ET PAYSANNES**

Avec des ouvriers de Saviem (Caen), de la SNAV (Lyon), de Bourgogne Electronique, Hoover (Dijon), d'Orléans, et des paysans du Jura, des Vosges...
- **CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET LES MALADIES PROFESSIONNELLES**
 - INTERVENTION DU CLISACT
 - DES MINEURS DE LIÉVIN ACCUSENT
- **DÉVELOPPONS UN PUISSANT MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE :**
 - Intervention de l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire.
 - PATRONS HORS DES FACs : LES LUTTES ÉTUDIANTES AUJOURD'HUI

DES FÉDÉRATIONS DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE (MARXISTE LÉNINISTE) TIENDRONT DES STANDS RETRAÇANT LEUR ACTIVITÉ.

Fédération Rhône - Loire
 Fédération Nord - Pas de Calais
 Fédération Franche-Comté
 Les fédérations de la région parisienne
 Fédération de Basse Normandie
 Fédération de Saône et Loire
 Fédération des Bouches du Rhône
 Fédération de la Lorraine
 etc...

UN STAND DE FRONT ROUGE ET DU QUOTIDIEN DU PEUPLE
 UN STAND DE L'UNION COMMUNISTE DE LA JEUNESSE RÉVOLUTIONNAIRE

- **UN STAND DE LA MÉTALLURGIE**, sera animé par des ouvriers de cellules d'entreprises du PCR (ml) des usines : CFEM (FOS), CGEE (LYON), BRANDT (LYON), SACM (Mulhouse), BOURGOGNE ELECTRONIQUE (DIJON), TELLIC (STRASBOURG), SNAV (LYON), LIP (BESANÇON), PARIS RHONE, SAVIEM, etc...
- **UN STAND DE LA SIDÉRURGIE ET DES MINES** sera animé par des ouvriers de cellules d'entreprises et de cercles du PCR (ml) de : SMN (CAEN), SACILOR (MICHEVILLE), USINOR (DUNKERQUE), GRANDRANGE, SOLMER, POMPEY..., DES MINEURS DE LIÉVIN, MONTCEAU.
- **UN STAND DE L'INDUSTRIE CHIMIQUE ET TEXTILE** sera animé par des travailleurs des cellules et cercles d'entreprises du PCR (ml) des entreprises : RHODIA (LYON), MICHELIN (MONTCEAU), SAINT GOBAIN, PUK, SIMFLEX (BORDEAUX), HUTCHINSON...
- **SERONT ÉGALEMENT PRÉSENTS ET TIENDRONT DES STANDS :** DES CELLULES DU PCR (ml), DES PTT (PLM AUSTERLITZ, ARCUEIL... DE LYON, CHÂLONS...), DE LA SNCF MICHEVILLE, ORLÉANS, GIVORS..., DES HÔPITAUX FRANCO-MUSULMAN, HENRI MONDOR, VILLE EVRARD... DE LYON, BEAUVAIS, REIMS..., DE LA SÉCURITÉ SOCIALE.
- **UN STAND DES COMITÉS DE LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE** sera tenu par des chômeurs et des travailleurs de GRENOBLE, HÉROUVILLE, BESANÇON, LYON, RENNES, STRASBOURG, CHÂLONS SUR MARNE.
- **UN STAND SERA ANIMÉ PAR DES PAYSANS DE SAÔNE ET LOIRE, DU DOUBS, DES VOSGES**
- LA COMMISSION FEMME DU PCR (ml) sera présente à ce rassemblement
- **UN STAND SUR LES LUTTES ÉTUDIANTES** sera animé par des étudiants du PCR (ml) de nombreuses facultés de toute la France.

INTERVENTION CENTRALE DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE (marxiste léniniste)

● **MUSIQUE ET CHANTS GILLES SERVAT, FRANÇOIS TUSQUES...**

● **LA CRISE EN ITALIE** avec un représentant du PCMLI.

● **DÉBAT SUR L'UNITÉ DES MARXISTES-LÉNINISTES**
 Avec la participation de l'Organisation Communiste Gauche Ouvrière et Populaire, du Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste), de l'Humanité Rouge...

Soutenons les luttes des peuples du monde :

- **L'ESPAGNE EN LUTTE**
 Avec des militants des Commissions Ouvrières et des représentants des organisations d'Espagne.
- **PALESTINE : RÉVOLUTION JUSQU'À LA VICTOIRE !**
 Un représentant du Peuple Palestinien (GUPS, membre de l'OLP) prend la parole.
- **IRAN :** contre la dictature fasciste, intervention de l'UEIF.
- **A BAS L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS**
 Débat avec des représentants de l'AGEG (Guadeloupe), UNECAS (Djibouti)...
- **VIVE LA RÉPUBLIQUE ARABE DÉMOCRATIQUE SAHRAOUIE !**
 Film sur la lutte du peuple sahraoui.

● **LE COMITÉ DE LIAISON ET D'information** sur la santé et les conditions de travail (CLISACT) animera un stand au sujet des contre-expertises médicales, toxicologiques, du soutien aux actions sur les conditions de travail, sur la pollution (Fluor...).

● **«BRISONS NOS CHAINES»** (bulletin d'O.S.R.)

● **LE COMITÉ DE LUTTE DES HANDICAPÉS (CLH)**

● **LE GROUPE INFORMATION ASILE (GIA)** tiendront également un stand.

● **«MARINE EN LUTTE»**, bulletin des travailleurs révolutionnaires dans la marine marchande invite les travailleurs navigants sédentaires de la marine marchande à venir à son stand.

● **LE FRONT DES ARTISTES PLASTICIENS, LA REVUE LE PEUPLE FRANÇAIS, LE GROUPE PLACE** (urbanisme). Une délégation de femmes du **FOYER PAULINE ROLAND** seront présents.

● **L'ORGANISATION COMMUNISTE GAUCHE OUVRIÈRE ET POPULAIRE**

● **L'UNION DES COMMUNISTES DE FRANCE (ml)**

● **L'HUMANITÉ ROUGE** ainsi que

● **L'EMPLOYÉ EN LUTTE**

● **LE GROUPE MARXISTE LÉNINISTE L'AUBE**

● **LE COLLECTIF MARXISTE LÉNINISTE** tiendront un stand

Ces organisations révolutionnaires et anti-impérialistes tiendront également un stand.

- Organisation Révolutionnaire des Travailleurs (Espagne)
- Union Générale des Étudiants Palestiniens (GUPS - membre de l'OLP).
- Union des Étudiants Iraniens en France
- Association Générale des Étudiants de Guadeloupe
- Association Générale des Étudiants de Martinique
- Association des Stagiaires et Étudiants des Comores
- Union Nationale des Étudiants de la Côte Afar Somali (Djibouti)
- Groupe Information Tchad
- Comité de Soutien à la Révolution en Oman.
- Association Médicale Franco-Palestinienne
- Union Générale des Étudiants Tunisiens.
- Comité de Défense contre la Répression (Maroc)
- Comité de Défense Contre la Répression Tunisie
- Comité de Soutien aux Luttes du Peuple Argentin.
- Comité des Droits de l'Homme en République Dominicaine
- Groupe marxiste-léniniste de Saint Domingue
- Organisation EKKE (Grèce)

Dans toute la France, les cercles de l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire préparent le 21 mars !

BLOIS :
 Ce sont des apprentis et des lycéens qui viendront témoigner de leurs dernières luttes contre l'école capitaliste du chômage et de la sélection, contre les conditions de travail désastreuses et les licenciements en apprentissage.

LYON :
 De nombreuses délégations de lycées seront présentes notamment de ceux qui voilà quelques jours votaient la grève et manifestaient contre Haby. Viendront aussi des jeunes des quartiers de Vénissieux en lutte contre la répression policière et pour l'obtention de locaux.

CHALONS SUR MARNE :
 Des jeunes du quartier Schmidt viendront expliquer comment ils imposeront l'acquittement d'un des leurs à la justice bourgeoise qui voulait en faire un exemple. Viendront aussi de Chaumont, de Chalons... des élèves révolutionnaires de la coordination nationale.

LONGWY :
 C'est de la répression policière dans les bals, des loisirs sélectifs que témoigneront les jeunes de Longwy-Haut, viendront avec eux, des jeunes travailleurs d'Usinor, des élèves révolutionnaires des lycées Nancéens, des élèves des CET, des apprentis de Thionville, des jeunes chômeurs de Villerupt.

PARIS :
 Des lycéens de Voltaire, Mollat, Bessières, E. Quinet, Hélène Boucher, ainsi que de nombreux autres lycées viendront faire le point sur la mobilisation contre Haby cette année. Les expériences de luttes pour les foyers, la liberté d'expression, la présence totale au conseil de classe seront échangées.

Les jeunes révolutionnaires viendront de bien d'autres quartiers, écoles, villes de France encore (Roubaix, Valenciennes, Amiens, Grenoble, Marseille...).

POUR LE POUVOIR DES OUVRIERS ET DES PAYSANS ! VIVE LA JEUNESSE RÉVOLUTIONNAIRE AUX CÔTES DES TRAVAILLEURS

CRÈCHE
BUFFET
BAR

POUR PRÉPARER L'OFFENSIVE OUVRIÈRE !
POUR UNE ISSUE RÉVOLUTIONNAIRE A LA CRISE !

MANIFESTONS

DIMANCHE 21 MARS
10 H 30
PLACE DE LA RÉPUBLIQUE

BLOC-NOTES

Santé

LA VACCINATION

Si la vaccination antitétanique n'a pas de contre-indication autre que les maladies infectieuses, une grippe grave, d'autres vaccins doivent être maniés plus prudemment. En général, les contre-indications aux vaccinations sont les suivantes : la grossesse, les infections, les traitements par corticoïdes (qui diminuent les défenses de l'organisme et empêcheront les anticorps de se former).

L'analyse d'urines obligatoire selon la loi avant toute vaccination pour rechercher la présence d'albumine est abandonnée dans de nombreux pays. Elle sert surtout au dépistage de maladies rénales. Pour toutes les vaccinations obligatoires, à part variole et tuberculose (contre lesquelles une dose unique suffit à vacciner), 3 injections sont nécessaires à un mois d'intervalle, avec rappel obligatoire pour une vaccination efficace un an après, puis tous les 5 à 7 ans.

LE VACCIN ANTI-DIPHTHERIQUE

La technique de vaccination est la même que pour le tétanos auquel il est associé

très souvent avec polio et coqueluche, par contre ses inconvénients sont plus nombreux : chez le tout petit enfant, les réactions sont minimes (fièvre à 38 pendant 12 à 36 heures). L'enfant de plus de dix ans et l'adulte peuvent faire des réactions allergiques (urticaire, palear, choc). Malgré ses inconvénients, ce vaccin ne doit pas être abandonné, car il a permis de faire reculer la redoutable angine diphtérique et ses complications cardiaques, rénales mortelles. On est passé de 20.000 cas et 3000 morts par an avant 1940 à 29 cas et trois morts en 72 chez des non vaccinés.

Il faut signaler pour ce vaccin une contre-indication supplémentaire, l'atteinte, les maladies cardiaques ou rénales. On utilise actuellement pour les adultes exposés (travaillant dans les hôpitaux) un vaccin atténué qui contient dix fois moins de produit actif, le DT bis. Etant donné ses inconvénients et ses avantages, ce vaccin doit être fait dans l'enfance avec rappels jusqu'à 20 ans, puis abandonné, sauf chez les adultes exposés au contact des maladies infectieuses.

LE VACCIN ANTI-POLIO

Il existe sous deux formes : buvable, vaccin vivant atténué qui confère la meilleure immunité ; injectable, vaccin inactivé qui entraîne une immunité plus lente à s'installer. Les délais entre les prises de vaccins sont les mêmes pour les deux types : trois prises à quatre semaines au mois, huit semaines au plus de délai entre chaque prise (on peut attendre jusqu'à six mois entre la 2^e et la 3^e), rappel un an après puis tous les cinq ans.

Dans les pays où la vaccination a été étendue à toute la population, la maladie, qui se manifeste par de redoutables paralysies laissant des séquelles d'inégalité des membres, a complètement disparu. En France, en 1973, on a compté 29 cas dont 8 mortels, tous chez des non vaccinés. Efficace si les rappels sont pratiqués, cette vaccination n'entraîne pas de complication. Les infections intestinales pour le vaccin buccal, constituent une contre-indication supplémentaire.

à suivre
Docteur QdP

TELEVISION

«L'Événement» (TF 1)

Le magazine «L'événement» (TF 1) poursuit sa glorieuse carrière de lèche-bottes gouvernementales :

- Les pots de vin versés par la firme Lockheed au prince Bernhard des Pays-Bas et à bien d'autres hommes politiques d'Allemagne fédérale, d'Italie, du Japon ont donné lieu à des déclarations «exclusives» d'un personnage qui servait d'intermédiaire dans ces transactions. Ces compagnies étrangères n'hésitent vraiment pas à faire de la concurrence déloyale... Bien entendu, pour les réalisateurs, il va de soi que les sociétés françaises sont irréprochables : on risque d'attendre longtemps un «reportage exclusif» sur les méthodes de vente de Dassault !

- Le maire de Montréal, Jean Drapeau, a dû répondre aux accusations d'un journaliste de «France-Soir» sur les dépassements gigantesques des frais prévus pour l'organisation des Jeux Olympiques. Même les déclarations démagogiques de Drapeau sur la qualité de la technologie française n'ont pas trouvé grâce aux yeux de ce «tribunal» improvisé. Quant aux scandales de la Villette ou du Parc des

Une carrière de lècheottes gouvernementales

Princes, payés par les travailleurs français, cela aurait pu être l'occasion d'en parler. Mais «L'Événement» est trop soucieux d'«actualité» pour remuer ces vieilles histoires...

- Pour évoquer la réforme Haby, son auteur était là en personne : on n'est jamais mieux servi que par soi-même, n'est-ce pas ? Selon l'habitude de l'émission, il nous a fait un petit cours, à l'aide d'une maquette. Comme contradicteur de service, on n'avait pas trouvé mieux

que le réactionnaire docteur Lagarde, de la fédération de parents d'élèves du même nom. Il a demandé gentiment quelques précisions sur le projet, après avoir exprimé sa satisfaction de voir «enfin une réforme complète» : un contradicteur bien complaisant. Quant aux quelques lycéens interrogés, ils ont fait des déclarations du genre : «Je préfère le contrôle continu» ou encore, «Il faut une sélection». Ces jeunes gens avaient été choisis «au hasard», faut-il préciser ?

Claude ANCHER

SAMEDI 20 MARS	DIMANCHE 21 MARS
TF 1	TF 1
19 h 20 - Actualités régionales	19 h 45 - JOURNAL
20 h 00 - JOURNAL	20 h 30 - Le gendarme se marie
20 h 30 - Numéro 1 : Roger Pierre	22 h 00 - Bi-centenaire des Etats-Unis : Les rues du citoyen
21 h 30 - Nouvelles de Henry James De Grey	23 h 05 - JOURNAL et fin
A 2	A 2
20 h 00 - JOURNAL	13 h 30 - Le retour d'Ivan-hoé
20 h 30 - Maigret a peur	20 h 00 - JOURNAL
22 h 05 - Dix de der	20 h 30 - Système 2
23 h 25 - JOURNAL et fin	21 h 40 - Les brigades du tigre
FR 3	FR 3
20 h 00 - Les perles noires du pacifique	20 h 05 - Deux enfants en Afrique
20 h 30 - Mouchoir de nuages	20 h 30 - Hiéroglyphes

Feuilleton

ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

AUX ÉDITIONS STOCK

d'Edgar SNOW

RESUME :

E. Snow raconte ses impressions des jeunes Avant-gardes, les «petits diables rouges».

48^e épisode
PORTRAITS DE «PETITS DIABLES»

CHANSI WA-WA

Je me souviens d'un de ces apprentis fugitifs que je rencontrais au Kansou et qu'on appelait du sobriquet *Chansi wa-wa* ou «Petit enfant du Chansi». Il avait été vendu à un boutiquier dans une localité près de Hong-t'ong au Chansi, et lorsque l'Armée rouge était arrivée il était, avec trois autres apprentis, passé à la dérobée par-dessus le mur d'enceinte de la ville pour aller s'y joindre. J'ignore comment il avait décidé d'adhérer, mais il est évident que toute la propagande anticommuniste de Yen Hsi-chan, le gouverneur de la province, tous les avertissements de ses aînés avaient produit un effet exactement opposé à celui que l'on désirait. C'était un petit boulot avec une figure de bébé et il n'avait que douze ans, mais il savait très bien se débrouiller, ainsi qu'il l'avait montré pendant la marche à travers le Chansi et le Shensi et jusqu'au Kansou. Quand je lui demandai pourquoi il était devenu communiste, il dit : «L'Armée rouge se bat pour les pauvres. L'Armée rouge est contre les Japonais. Pourquoi n'importe qui ne voudrait-il pas devenir un soldat rouge ?».

L'IMPORTANT, C'EST LA RÉVOLUTION

Une autre fois, je rencontrais un garçon de quinze ans au corps osseux qui dirigeait les Jeunes Avant-gardes et les Jeunes Communistes travaillant près de Ho-lien-wan, au Kansou. Sa famille était de Hsing-kouo, le *hsien* (1) modèle des Rouges au Kiangsi, et il me dit qu'un de ses frères était encore au pays dans une troupe de partisans et que sa sœur avait été infirmière. Il ne savait pas ce qu'était devenue sa famille. Oui, ils aimaient tous les Rouges. Pourquoi ? Parce qu'ils «comprenaient tous que l'Armée rouge était notre armée,



se battant pour le *wou-tch'an kie-ki*, le prolétariat. Je me demandais quelles impressions pouvait avoir laissé sur ce jeune cerveau la grande Expédition vers le Nord-ouest, mais ne pus le déceler. Pour cet esprit réfléchi, toute l'affaire n'avait été qu'un incident, une petite excursion s'étendant à deux fois la largeur de l'Amérique.

- La route était difficile, hein ? me hasardai-je à demander.

- Pas difficile, pas difficile. Aucune marche n'est difficile si on est avec les camarades. Nous autres jeunes révolutionnaires ne pouvons nous demander si une chose est dure ou pénible ; nous ne pensons qu'à la tâche qui s'impose à nous.

S'il s'agit de marcher dix mille li, on y va ; s'il s'agit de vingt mille li, on y va pareillement !

- Le Kansou vous plaît-il ? Est-ce mieux ou moins bien que le Kiangsi ? La vie n'était-elle pas meilleure dans le Sud ?

- On était bien au Kiangsi ; on est bien au

Kansou aussi. Là où est la révolution, l'endroit me plaît. Ce que nous mangeons et sur quoi nous dormons est sans importance. Ce qui est important c'est la révolution.

Lieux communs, me dis-je. C'était un garçon qui avait bien appris les réponses de son catéchisme. Mais le lendemain, assistant à un grand meeting de soldats rouges, je fus très surpris de voir qu'il était un des principaux orateurs et un «propagandiste» de son propre chef. C'était un des meilleurs orateurs de l'armée, me dit-on, et dans cette réunion, il présenta une explication simple mais compétente de la situation politique du moment et exposa les raisons pour lesquelles l'Armée rouge voulait arrêter la guerre civile et former un «Front commun» avec toutes les armées antijaponaises. (...)

L'AVENIR DE LA CHINE

Dans l'ensemble, ainsi qu'on l'aura compris, les «petits diables» étaient en Chine rouge une institution à laquelle il était difficile de trouver sérieusement à redire. Ils avaient un entrain magnifique, et je soupçonne que plus d'une fois un de leurs aînés oublia en les regardant son pessimisme et sentit un réconfort à la pensée qu'il se battait pour l'avenir d'enfants comme eux-là. Ils étaient toujours gais et insoucians et avaient un prompt *hao* (2) pour chaque «Comment ça va ?» sans égard à la lassitude de la journée de marche. Ils étaient patients, travailleurs, vifs, avides d'apprendre, et on sentait à les voir que l'état de la Chine n'avait rien de désespéré, qu'aucune nation n'est dans un état plus désespéré que ne l'est sa jeunesse. En eux, était l'avenir de la Chine, si seulement ils pouvaient se libérer, se former, prendre conscience et recevoir un rôle dans l'édification d'un monde nouveau. Ces remarques, je le crains, ont quelque chose d'évangélique. Et pourtant, personne ne pouvait voir ces jeunes vies héroïques sans se dire que l'homme en Chine n'est pas né corrompu, mais qu'il a un potentiel infini de personnalité.

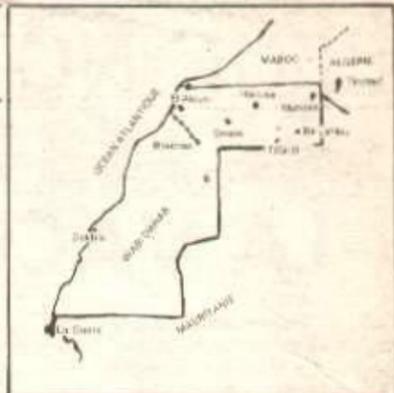
(à suivre)

(1) District
(2) «Blen», 1

SAHARA OCCIDENTAL

AMGALLA: UN PEUPLE EN GUERRE

par Grégoire CARRAT



Amgalla : les grands camps que nous avons visités au mois de janvier ont disparu. La population s'est repliée à la fin du mois de janvier, abandonnant tout derrière elle, les tentes, le bétail, pour échapper aux bombardements et aux attaques de l'armée marocaine.

En recevant les journalistes amenés par hélicoptère au poste d'Amgalla, Dlimi déclarait : « Je suis là pour nettoyer le désert ». Dans les

jours suivants, il lançait sa colonne blindée et annonçait la prise de Tifariti de cinq février puis Birtahlou, Mahhès. Le 4 mars dernier, je me trouvais à Tifariti. J'étais de retour d'Amgalla. Pendant plusieurs jours, nous avons parcouru toute cette région du Sahara Occidental, avec une patrouille du Front POLISARIO. La réalité est que les Marocains ne peuvent contrôler le Sahara, la terre que le peuple sahraoui défend au prix des sacrifices les plus lourds.



Discussion avec des femmes dans la région d'Amgalla.

LE SECOND EXODE

« Nous avons été surpris de la rapidité avec laquelle notre peuple a abandonné massivement les villes occupées par les troupes marocaines et mauritaniennes. Cela nous a posé de graves problèmes, car d'un seul coup, nous avions du prendre en charge toute l'organisation et l'approvisionnement de tout le monde. Des unités qui partaient attaquer un objectif militaire changeaient de mission en cours de route car elles rencontraient des femmes, des enfants, des vieillards qui étaient partis dans le désert spontanément, qui ne pouvaient vivre sous l'oppression ».

C'est ainsi que les grands camps s'étaient créés, preuve vivante de la volonté de tout un peuple, mais aussi preuve éclatante de l'enracinement du Front POLISARIO dans son peuple et de sa capacité de l'organiser pour le mener à la victoire ; il y avait non seulement à manger, mais des écoles, une vie sociale et politique qui mobilisait tout le peuple pour la libération du pays.

Puis, il y eut, au mois de janvier, les bombardements de Tifariti, l'attaque

d'Amgalla : la population de ces camps devenait elle-même la cible des troupes marocaines. C'était un tournant dans la guerre. Le front ne pouvait pas immobiliser toutes ses forces pour assurer la défense de ces camps dont il fallait à tout prix arrêter la marche pour assurer la sécurité des camps, le Front était mis en difficulté, d'autant plus qu'il fallait assurer le repli de la population vers des zones plus sûres. « Les guérilleros du Front sont venus récupérer les familles dès qu'ils ont vu qu'elles é-

taient la cible des troupes marocaines » raconte une des dernières femmes qui ait quitté le camp d'Amgalla.

C'est ainsi que s'organisa le second exode, vers l'Algérie, de la plus grande partie de la population qui avait abandonné les villes et qui n'étaient pas directement engagée dans l'armée populaire. L'armée populaire sahraouie reprenait toute sa mobilité et quinze jours plus tard infligeait aux troupes marocaines une telle défaite que pour la première fois le roi devait le reconnaître en annonçant la destruction d'un bataillon.

Une guérilla sans peuple ? Non, parce que l'armée populaire sahraouie c'est le peuple. Les soldats du Front viennent du peuple et ce qu'ils réalisent est la volonté de tout un peuple.

Ce que les troupes royales font à mon peuple

Vous voyez ce que les troupes font à mon peuple. Ahmed, les yeux plissés, nous regarde fixement puis montre tout autour de lui. Il y a un tas de malles, de gros ballots contenant les tentes, les vêtements, tous les biens personnels au moins de deux familles. Ils ont tout abandonné ici à l'écart des pistes. Les hommes de la patrouille fouillent dans les bagages pour trouver les papiers qui permettront d'identifier les propriétaires de ces effets. Puis tout ce qui peut être emmené sera chargé dans les Land Rover pour être emmené dans les camps de réfugiés. En plein midi, nous resterons plus de deux heures en cet endroit, nous organiserons même un concours de tir. Les marocains sont passés dans cette région, les scènes de désolation le montrent, mais les Sahraouis y restent, même s'ils ont dû très nombreux se replier, hors des frontières.

heures de Land Rover, que les guetteurs repèrent, bien avant qu'on distingue quoi que ce soit, les chèvres qui recherchent leur nourriture dans les buissons et les toiles sous lesquelles s'abritent les familles. La patrouille fonce dans la « forêt » ces endroits où les buissons d'épineux et les touffes d'herbes sont plus nombreux. Il y a plusieurs familles ici, très dispersées. Les tentes ont été abandonnées dans la fuite devant les troupes marocaines. Sous la toile de la famille qui nous accueille un enfant atrocement mutilé : « Il est resté deux jours sans connaissance, après avoir reçu un éclat dans les bombardements ». Les hommes de la patrouille discutent longuement avec les gens, de la lutte armée, de la situation créée par la proclamation de la République Arabe Sahraouie. Mais surtout quand ils repartent ils savent tout des difficultés, des besoins, des souffrances des personnes rencontrées.

très chaleureux, il voudra même tuer des chèvres en notre honneur. C'est dans un autre oued, plus loin, que nous passerons la nuit avec deux familles. Partout le même accueil, partout les mêmes discussions, qui autour du feu prendront encore plus d'ampleur, partout la même attitude des soldats de la patrouille : discuter avec les gens, tout connaître de leur peuple. En partant, un soldat ira chercher, dans la Land Rover, les pains de sucre, les boîtes de lait, le paquet de thé que la patrouille a emmené avec elle : c'est ce qui manque le plus à l'intérieur.

Lorsque nous arrivons à Amgalla, nous avons en nous deux images du peuple sahraoui, celle de ceux qui ont dû fuir devant les troupes marocaines parce qu'ils ne voulaient pas se soumettre et de ceux qui restent accrochés à cette terre envers et contre tout, deux images d'une même détermination incarnée par les soldats du peuple d'Amgalla.

LA POPULATION DE L'INTERIEUR

C'est après plusieurs

Dans un oued un vieillard nous fera un accueil

Avec une patrouille du Front



Avant de partir, les soldats laissent des provisions.

Partir avec une patrouille du front, c'est faire la connaissance du Sahara en guerre. D'abord la patrouille elle-même : elle est commandée par un des fondateurs du front, Ahmed ould Kaïd. Le guetteur Khalil était chauffeur à El Aïoun. Le visage buriné, âgé d'une quarantaine d'années, il est toujours sur le qui-vive. Il y a également Hamma, qui était étudiant à Madrid, et Chedid, environ vingt cinq ans qui vivait dans la région de Haoussa. C'est une image de ce qu'est l'armée populaire sahraouie : une armée politique, où sont rassemblés jeunes et vieux, les ouvriers de Fosbucraa et les étudiants rentrés de l'étranger, les employés d'El Aïoun et les troupes nomades de Smara, les hommes et les femmes de plus en plus nombreux,

ainsi que je l'ai appris des femmes d'Amgalla auxquelles je demandais des nouvelles sur certaines d'entre elles : elles sont parties, elles sont au front me répondit-on.

UN CONVOI DANS LE DESERT

A la nuit des phares balayaient l'horizon. Nous sommes déjà entrés au Sahara Occidental depuis plusieurs heures. Aussitôt deux hommes partent en reconnaissance tandis que les autres continuent tranquillement de discuter. Au bout d'une heure les guetteurs reviennent. « Il y a plusieurs véhicules. Deux roulent avec leurs phares, les autres roulent tous feux éteints. Il semble y en avoir de très lourds parmi eux ». Les phares ont disparu, mais tôt le lendemain matin, nous filons en

recherchant l'abri des collines, dans la direction où on les avait aperçus. Après de nombreux repérages, la patrouille rejoint une Land Rover bondée de ballots, les tentes, les malles, le brasero. C'est l'arrière garde, la couverture du convoi qui est passée cette nuit. « Les bombardements sur la région de Tifariti, Bir Lahlou sont quotidiens depuis quelques jours ». Nous apprendrons par la suite que dès le lendemain de la proclamation de la République Arabe Sahraouie Démocratique, le village de Bir Lahlou avait été détruit.

De tels convois sillonnent le Sahara Occidental : depuis janvier, accusation vivante contre la tentative d'Hassan II de s'emparer de ce pays et contre tous ceux qui l'encouragent.

Tifariti, ville vide

Sur le chemin du retour, nous emprunterons la grande piste qui conduit à Tifariti. Nous étions partis tôt pour quitter la zone dangereuse très vite ; la veille au soir nous avions appris que des attaques avaient eu lieu, et des représailles par l'aviation étaient à craindre, ce qui nous aurait interdit de rouler. Mais la grande piste, elle, semblait sûre, pour le Front. En fin de matinée, nous roulons sur une grande plaine. Au loin, une grosse masse blanche. C'est Tifariti. Ou du moins l'un des Tifariti, le Tifariti colonial, entouré de fils de fer barbelés, peint en blanc, flanqué d'une guérite avec des meurtrières qui surveillent la ville sahraouie. Ce sont quelques centaines de maisons, dont un grand nombre ont été très abîmées, par des roquettes. Et puis, il y avait un troisième Tifariti dont il ne reste presque rien : ce sont les centaines de tentes qui se regroupaient autour de la ville.

Tout autour de la ville, dans les oueds, dans les buissons, des affaires abandonnées. Double témoignage du refus de l'invasion marocaine et de la barbarie de celle-ci. Tifariti

du temps des colons espagnols, comptait environ cinq mille habitants, dans les maisons et dans les tentes.

Aujourd'hui, il n'y a personne. Nous circulions d'une maison à l'autre, nous allions dans la ville coloniale où restent des gros congélateurs. Le front après le départ des Espagnols, avait remis en route le groupe électrogène qui alimente la ville en électricité. Puis il y eut les bombardements, la colonne blindée marocaine. La ville fut complètement évacuée. C'est dans une ville vide que sont entrées les troupes marocaines. Les habitants avaient abandonné une partie de leurs affaires pour s'échapper. Une ville vide qui leur criait par ses murs « l'Indépendance Totale », « Vive le Front POLISARIO » inscrit des centaines de fois à la peinture. Quelques peintures « Vive le Maroc. Forces Armées Royales » ont été tracées. Mais il est impossible en quelques heures d'arracher, d'effacer la trace de la volonté de tout un peuple. Détruisaient-ils la ville que cela ne servirait à rien : c'est tout le désert, tout le

peuple du Sahara qui continuait de leur crier « l'Indépendance Totale » par la voix des armes du Front. La colonne marocaine est repartie. Elle laisse derrière elle un char attaqué à 500 m de la ville, un avion tombé dans un oued, des réservoirs d'avions.

Le Sahara est en guerre. Non seulement parce que ses fils sont avec « El Djéich », l'armée, mais parce que toute la population a entrepris deux exodes, plus terribles l'un que l'autre, pour ne pas plier le genou contre l'occupant, parce que les enfants de six ans, de quatre ans même ont participé à cet exode sans une plainte, comme la fillette de sept ans qui a quitté Sdiria : pendant deux jours elle a porté son frère sur le dos, sans avoir presque rien à boire ni à manger jusqu'à ce que le front le trouve. C'était en novembre. Aujourd'hui, c'est encore plus dur.

Toute la population à l'intérieur comme dans les camps, ne fait qu'un avec l'armée, ceux qui sont sur le front, comme l'armée se fond dans le peuple, est le peuple armé, sur toutes les parties du Sahara.